

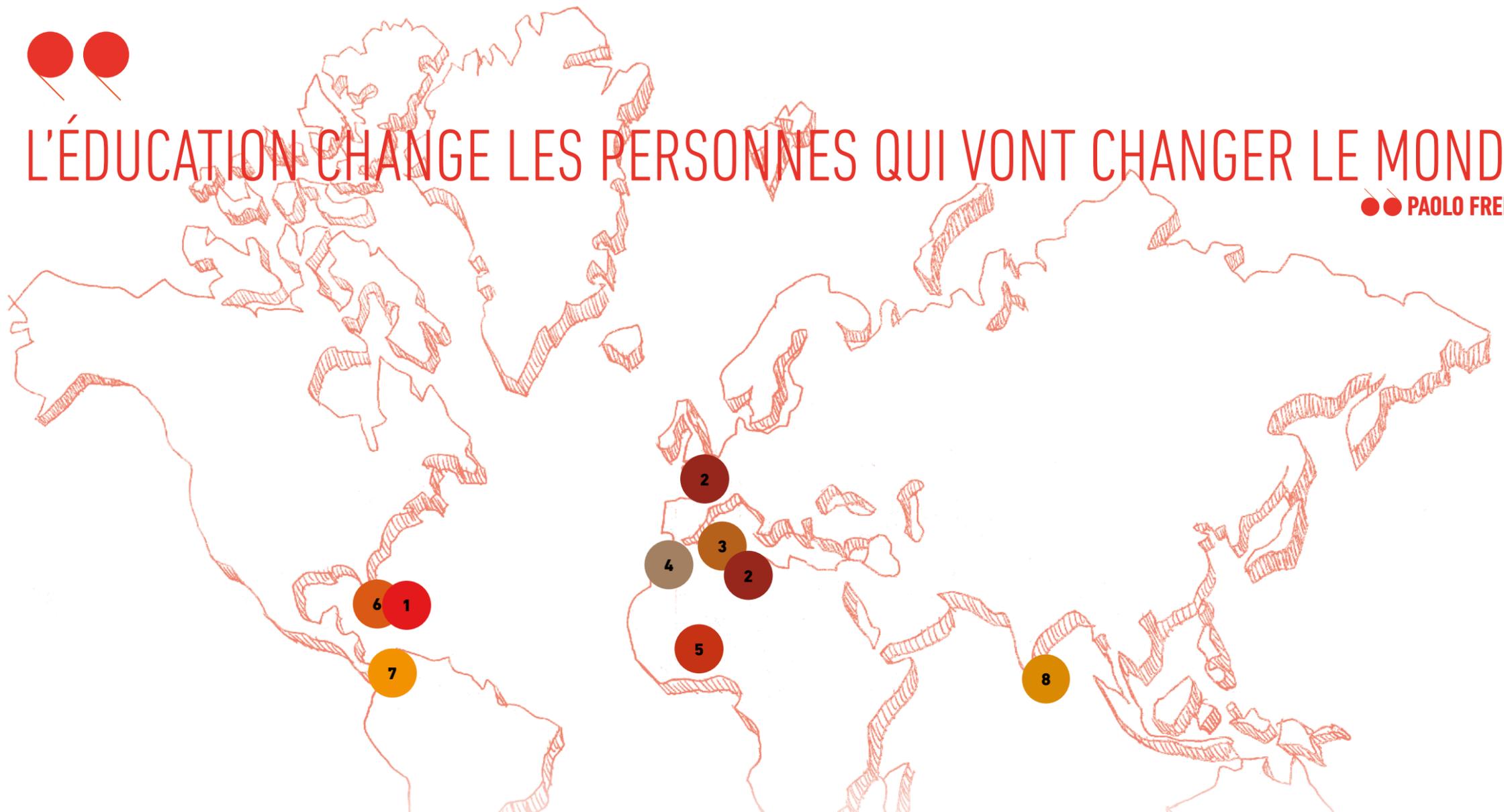


# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



# L'ÉDUCATION CHANGE LES PERSONNES QUI VONT CHANGER LE MONDE

●● PAOLO FREIRE



## AGIR ENSEMBLE ..... p. 4

## RAPPORT MORAL ..... p. 6

## POUR UN MONDE RESPECTUEUX DES DROITS FONDAMENTAUX ..... p. 10

**Crise de l'éducation.** Agir pour l'accès à l'éducation dans le monde ..... p. 12

**Jeunes et citoyenneté.** Redonner des perspectives à la jeunesse ..... p. 14

**Droits de l'enfant.** Les enfants, premières victimes des injustices ..... p. 16

**Lutte contre les exclusions.** Un combat qui traverse les frontières ..... p. 18

**Laïcité.** Pour mieux vivre ensemble ..... p. 20

## AGIR DANS LES TERRITOIRES ..... p. 22

**1 Irma.** Vent de solidarité à Saint-Martin ..... p. 24

**2 France.** Contre les exclusions ..... p. 26

**France.** Éduquer à la citoyenneté et à la solidarité internationale ..... p. 28

**2 3 Focus.** Une Rentrée solidaire pour la Tunisie ..... p. 30

**Tunisie.** Lutter contre les inégalités, pour la dignité ..... p. 32

**4 Maroc.** La jeunesse, actrice du changement ..... p. 34

**5 Afrique de l'Ouest.** L'éducation, une clé pour lutter contre les dérives sectaires ..... p. 36

**6 Haïti.** École publique : urgence ! ..... p. 38

**7 Colombie.** Vamos por la paz ..... p. 40

**8 Sri Lanka.** Favoriser l'éducation des tout-petits ..... p. 42

**Focus.** Le parrainage éducatif ..... p. 44

## METTRE EN ŒUVRE ..... p. 48

**Vie de l'association.** Une union active, une gouvernance transparente ..... p. 50

**Une équipe salariée et bénévole.** L'engagement au quotidien ..... p. 52

**Compte Emploi des Ressources en 2017** ..... p. 54

# AGIR ENSEMBLE

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays.

## DES OBJECTIFS

### ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS

L'éducation est d'abord un droit fondamental. Elle est aussi la clé du développement humain et social et un levier pour lutter contre les injustices et l'intolérance. Chemin qui mène à la liberté individuelle et collective, elle pose les fondements du « vivre ensemble », dans le respect des convictions de chacun.

## UN COLLECTIF

### SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ

50 organisations sont membres de Solidarité Laïque. Ces associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats sont majoritairement liés à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale. Elles partagent les idéaux de laïcité, d'éducation et de lutte contre l'exclusion. Ensemble, elles contribuent à faire respecter les droits fondamentaux de chacun et chacune, quelles que soient sa nationalité, ses convictions, son origine sociale.

## DES PRINCIPES

### LAÏCITÉ ET RÉCIPROCITÉ

Solidarité Laïque soutient des projets au travers de partenariats coresponsables, réciproques et durables entre les acteurs de notre réseau et les organisations de la société civile. La complémentarité de compétences, le renforcement mutuel et le développement de synergies collectives permettent d'interagir avec et pour les populations et d'influer sur les politiques publiques.

## DES RÉSULTATS

### DES CHANGEMENTS DURABLES

Une fois nos programmes achevés, nos partenaires locaux, renforcés et structurés en réseaux, sont plus à même d'agir et de peser sur les pouvoirs publics et d'améliorer les conditions, pour améliorer les conditions de vie des populations et plus particulièrement leur accès équitable à une éducation de qualité. Nos missions sociales accompagnent des changements en profondeur qui améliorent durablement le quotidien et l'avenir des plus vulnérables, au premier titre desquels, les enfants, les jeunes et les femmes.



L'ÉDUCATION EST L'ARME LA PLUS PUISSANTE POUR CHANGER LE MONDE. »

350 BÉNÉVOLES



40 000 DONATEURS



5 MILLIONS D'EUROS DE BUDGET



+ de 1000 PARTENAIRES



61 ANS

25 SALARIÉS



# 5 BONNES RAISONS

de coopérer avec Solidarité Laïque

- PROMOUVOIR LA PAIX**  
 Dans un contexte international caractérisé par le repli sur soi et la montée des extrémismes, favoriser le dialogue interculturel, promouvoir la liberté de conscience et la démocratie.
- ATTEINDRE DES CHANGEMENTS SOCIÉTAUX PÉRENNES**  
 Renforcer les sociétés civiles, le dialogue entre les acteurs et avec les pouvoirs publics.
- AGIR SUR PLUSIEURS ÉCHELLES**  
 Locale, nationale, internationale. Au-delà des actions de soutien ponctuelles, travailler sur des cycles longs, de 10 à 12 ans.
- ŒUVRER SUR DES CHAMPS D'ACTION COMPLÉMENTAIRES**  
 Éducation formelle, non formelle et préscolaire, citoyenneté, dialogue social, formation professionnelle, santé, protection sociale...
- AGIR DANS LA RÉCIPROCITÉ**  
 Ici et là-bas, faire avec et faire ensemble en privilégiant une approche participative.

# RAPPORT MORAL

Notre union est formée d'organisations qui mettent en œuvre une philosophie de la main tendue dans la réciprocité. Les enjeux sont importants : insertion des jeunes, égalité des femmes et des hommes, démocratie, égalité. Notre mobilisation peut changer d'échelle !



# LA SOLIDARITÉ NOUS RASSEMBLE



Anne-Marie Harster,  
présidente de Solidarité Laïque

Notre union est formée d'organisations qui mettent en œuvre une philosophie de la main tendue dans la réciprocité. Nous sommes ensemble pour transmettre, dans la société, nos pratiques de la laïcité, dans un contexte de développement des inégalités, de tensions qui s'exacerbent, de violences, de tempêtes climatiques et, aussi, de gestes solidaires, de multiples engagements en faveur du développement durable, de l'accueil de migrants, de l'éducation tout au long de la vie. À l'heure où les technologies abolissent, ou peu s'en faut, les frontières pour les flux financiers, où les transports permettent de se déplacer aisément d'un bout à l'autre de la planète, les frontières sont bien gardées et les murs poussent, avec des visas délivrés chichement, notamment par les États dits du Nord, les pays riches. En Europe, on assiste à une montée des extrémismes qui remet en cause les droits humains, alors qu'en France, même si le modèle d'État social à la française résiste, il nous faut regarder les inégalités qui visent notamment les classes populaires, lorsque précarité et chômage provoquent une exaspération qui s'exprime, ou ne s'exprime plus, dans les urnes. Selon le dernier rapport sur les inégalités en France, en dix ans, le nombre de chômeurs de longue durée a été multiplié par deux tandis que celui des pauvres augmentait d'un million. La question des phénomènes migratoires est devenue centrale en cette période d'inquiétude et de mutation économique mettant à mal les solidarités. Les guerres nombreuses (Syrie, Irak, Yémen, Sud Soudan, République

démocratique du Congo, Afghanistan, Birmanie, pays du G5 Sahel, Ukraine aux portes de l'Europe...) jettent sur les routes des cortèges de migrants internationaux, de réfugiés. Il est de la plus grande urgence de s'engager pour que leurs droits soient respectés, notamment ceux des mineurs. La situation mondiale connaît aussi des améliorations en matière d'espérance de vie – non sans disparités –, de lutte contre la pauvreté, d'ouvertures culturelles, d'innovations sociales... De quoi être optimistes, s'il n'y avait la question du réchauffement climatique, symptôme grave de la dégradation de l'environnement planétaire. Au niveau international et en France, on peut se réjouir d'une prise de conscience des États de la nécessité d'investir dans l'éducation. Cependant, la question d'une école publique, gratuite et de qualité pour chaque enfant et chaque jeune, est remise en cause par la marchandisation de l'éducation. Nous appelons à un réel engagement en faveur de cet enjeu.

## EN 2017, PLUSIEURS CAUSES NOUS ONT PARTICULIÈREMENT MOBILISÉS !

**Nous avons poursuivi nos actions avec ceux qui agissent pour l'accès à l'éducation de toutes et tous.**

Nous défendons la mise en œuvre du programme de développement durable adopté par les 193 États membres de l'ONU, notamment l'objectif 4 qui vise « à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité ».



OUVREZ UNE ÉCOLE ET  
VOUS FERMEREZ UNE  
PRISON. »  
.....  
VICTOR HUGO

À Dakar, les pays donateurs ont annoncé une augmentation substantielle des contributions au Partenariat mondial de l'éducation qui vise à réduire le nombre d'enfants non scolarisés dans les pays les moins avancés. Un résultat que l'on doit sans doute à la mobilisation des sociétés civiles, dont font partie le collectif Solidarité Laïque et la Coalition Éducation. Ces enfants et ces jeunes qui ne peuvent accéder à l'école sont aujourd'hui 263 millions dans le monde. Nous informons, nous agissons, avec les membres de notre union et nos partenaires.

## Particulièrement pour les jeunes et les enfants migrants qui arrivent dans notre pays.

Nous avons appelé de nos vœux l'ouverture d'une concertation publique pour une vraie politique d'accueil digne de la patrie de la liberté et des droits de l'homme. Avec notre partenaire InfoMIE, nous poursuivons notre action d'information sur les droits des mineurs isolés étrangers et, collectivement, nous diffusons toujours plus d'outils pour mieux comprendre les enjeux de l'arrivée de réfugiés et de migrants et pour agir auprès d'eux. Ces outils pédagogiques s'attachent à lutter contre les idées reçues et suscitent l'action concrète. L'année 2017 a connu un nombre important de catastrophes climatiques – faut-il encore les nommer « naturelles » ? Le 6 septembre 2017, l'ouragan Irma a ravagé les Antilles, et très durement Saint-Martin.

**Nous avons alors renforcé nos liens pour venir en aide aux enfants et aux jeunes touchés par la tempête.** Dans la semaine qui a suivi le passage de l'ouragan Irma, plus de 17 organisations membres se sont rencontrées et ont fait le choix de les équiper en kits scolaires. Une dynamique solidaire qui s'est étendue à d'autres partenaires, comme par exemple des éditeurs d'ouvrages scolaires ou des transporteurs. Notre engagement pour les droits de l'enfant se prolonge. Nos programmes participent tous de l'éducation inclusive, intégrant le handicap et la parité.

La France change, les campagnes électorales expriment les enjeux de notre société mais aussi les attentes. Nous sommes engagés pour une société laïque. La diversité de notre collectif, entre organisations nationales, délégations départementales, bénévoles, et partenaires nombreux, constitue un formidable atout pour faire avancer les causes que nous défendons. Elles sont décidément mondiales. Notre capacité à agir, ici et ailleurs, en France et dans les pays partenaires, constitue une véritable modernité que nous voulons développer. Les programmes pluri-acteurs que nous mettons en œuvre rendent notre action durable, transformatrice et émancipatrice. Nous allons poursuivre notre travail au service de notre projet à l'horizon 2020. Les enjeux sont importants : insertion des jeunes, égalité des femmes et des hommes, démocratie, égalité. Notre mobilisation peut changer d'échelle !

## DIX-HUIT ANS DÉJÀ

Après dix-huit ans au service de Solidarité Laïque, son délégué général Roland Biache prend sa retraite. Venu de la Ligue de l'enseignement en 2000, il n'a eu de cesse de développer les missions sociales du collectif et de fédérer les acteurs pour bâtir un monde plus juste, lutter contre les inégalités, favoriser l'accès à l'éducation, condition de l'émancipation et de notre capacité à vivre avec nos différences et nos ressemblances. Entre-temps, l'association est passée de 5 salariés à 25, c'est dire si l'activité en France et à l'international s'est développée ! Le changement d'échelle, décidé en 2015 par les membres de Solidarité Laïque, constitue une nouvelle étape dont Roland Biache, avec ardeur et détermination, a su poser les bases.



# POUR UN MONDE RESPECTUEUX DES DROITS FONDAMENTAUX

Bâtir un monde plus juste pour que personne ne reste sur le bord du chemin. C'est parce que chacun et chacune a droit au respect, à la dignité et doit pouvoir trouver sa place de citoyen et de citoyenne que Solidarité Laïque, ses membres et ses partenaires se mobilisent chaque jour.



# Crise de l'éducation Agir pour l'accès à l'éducation dans le monde

## INVESTIR DAVANTAGE DANS L'ÉDUCATION

En dépit des décennies d'efforts pour que chaque enfant intègre une salle de classe, on estime que 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes à travers le monde, soit 1 sur 5, ne sont toujours pas scolarisés. Un chiffre qui stagne depuis dix ans pour les 6-11 ans, et qui interroge notre capacité à atteindre l'Objectif du développement durable (ODD) n°4 ; l'accès universel à une éducation de qualité d'ici 2030. « Cette crise mondiale de l'éducation est peu visible mais n'en est pas moins cruciale pour l'avenir

## 3 CHIFFRES CLÉS

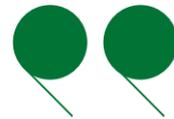
**1 sur 100** 1 JEUNE SUR 100 de 15 à 17 ans en Europe ne va pas à l'école.

Ils sont **60 %** dans cette situation en Afrique subsaharienne.

**263** MILLIONS D'ENFANTS ET DE JEUNES ne vont toujours pas à l'école

ne vont toujours pas à l'école

**1 sur 11** 1 ENFANT SUR 11 en âge de fréquenter le primaire n'y accède pas



CETTE CRISE MONDIALE DE L'ÉDUCATION EST PEU VISIBLE MAIS N'EN EST PAS MOINS CRUCIALE POUR L'AVENIR DES SOCIÉTÉS, LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'ÉPANOUISSEMENT DE MILLIONS D'ENFANTS ET DE FUTURS ADULTES. »

des sociétés, le développement économique et l'épanouissement de millions d'enfants et futurs adultes », souligne Carole Coupeuz, responsable du plaidoyer à Solidarité Laïque.

La crise de l'apprentissage constitue un autre défi. Comme le montre le dernier rapport de l'Unesco, 1/6<sup>e</sup> des enfants et des adolescents dans le monde n'atteint pas les seuils minimaux de compétences en lecture et mathématiques, alors même que la majorité d'entre eux va à l'école. Ces résultats pointent la nécessité de se doter des moyens de proposer une éducation inclusive, qui s'adapte aux besoins de chaque enfant, à leurs progrès et à leurs capacités d'apprentissage. Et donc de proposer des formations de qualité aux enseignants.

Durant toute l'année, Solidarité Laïque et la Coalition Éducation, dont elle est le chef de file, ont interpellé sans relâche les gouvernements et les élus pour qu'ils investissent dans l'éducation, depuis longtemps parent pauvre de notre politique de développement. Ce plaidoyer rappelait notamment que la part allouée à l'éducation dans le total de l'aide au développement mondial ne cesse de baisser : elle est passée de 10 % en 2009 à 6,9 % en 2015. La mobilisation a porté ses fruits à Dakar le 2 février 2018, lors de la conférence de reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation

(PME), quand la France a annoncé qu'elle multipliait par 10 le montant versé lors du triennal précédent, soit 200 millions pour la période 2018-2020. Plusieurs rendez-vous avec le président de la République, l'Agence française de développement, le Comité d'aide au développement de l'OCDE, ainsi que la préparation du comité interministériel de la coopération internationale et du développement et du projet de loi de finances 2018, ont œuvré aussi dans ce sens.

Enfin, Solidarité Laïque et la Coalition Éducation ont poursuivi la campagne contre la marchandisation de l'éducation à l'échelle mondiale, une tendance massive qui menace l'accès de chacun et chacune à une école publique, gratuite et de qualité (voir p.13). Notre association était représentée au Népal en septembre 2017 lors de la réunion du consortium international mobilisé sur ce sujet.

## DES LEVIERS POUR AGIR

Sur le terrain, Solidarité Laïque intervient de plusieurs manières : soutien aux organisations de la société civile dans les territoires dans le cadre de programmes pluri-acteurs, soutien à des microprojets, parrainage éducatif et social, éducation en post-urgence. Ces interventions s'articulent les unes aux autres, tissant dans les territoires des dynamiques nouvelles.

Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [Facebook](#) et [Twitter](#) - 7 septembre 2017

## FOCUS HAÏTI : QUAND 9 ÉCOLES SUR 10 SONT PRIVÉES

EN HAÏTI, OUVRIR UNE ÉCOLE, C'EST COMME OUVRIR UN MAGASIN. AVEC SEULEMENT 10 % D'ÉCOLES PUBLIQUES, LE COMBAT QUE MÈNENT LES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES EST TITANESQUE. RETOUR SUR UNE MOBILISATION PLEINE D'ESPOIR.

Connaissez-vous les « écoles borlettes » ? Ces « écoles-loteries », en créole, sont des écoles à bas coûts créées par des acteurs privés qui voient dans l'éducation une source de revenus. Sureffectifs, salaires dérisoires qui obligent souvent les enseignants à cumuler plusieurs emplois, absence de protection sociale et de formation, programmes aléatoires et coûts prohibitifs pour les familles... sont les conséquences directes de ces dérives. « C'est pour soutenir les écoles publiques et aider les communautés éducatives à bâtir un système qui donne leur chance à tous les élèves que, depuis bientôt dix ans, nous travaillons avec nos partenaires haïtiens et français à mener des actions complémentaires », explique Leandro Carignano, responsable géographique à Solidarité Laïque. Cette agrégation de compétences couvre plusieurs champs : réhabilitation d'écoles, construction de

blocs sanitaires, sensibilisation des enseignants à leurs droits, mise en place de formations professionnalisantes, activités socioculturelles... Après le passage de l'ouragan Matthews en 2016, soutenir le retour à l'école est devenu une priorité pour ces acteurs. En France, des associations et des délégations départementales des réseaux de Solidarité Laïque (Francas, délégations départementales 17 et 23, Amitié Eclairé, Amicale laïque de Couëron, Solidarité Haïti Bauge) se sont aussitôt mobilisées pour lever des fonds et collecter des fournitures pour les écoles et les centres éducatifs. Les communautés éducatives ont fait part de leurs besoins et un cofinancement de l'AFD a été obtenu pour agir en post-urgence (voir p.36). Et toutes ces actions ont aussi bénéficié aux enfants du centre Rozo, parrainés par des donateurs de Solidarité Laïque.



« DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, DES MULTINATIONALES ET DES ACTEURS PRIVÉS...

Carole Coupeuz, déléguée au plaidoyer à Solidarité Laïque

... investissent dans l'éducation. Ce marché lucratif représente plus de 50 milliards de dollars. Dans une étude publiée en 2017, le Partenariat mondial pour l'éducation a identifié 28 sociétés, venues pour l'essentiel des États-Unis et du Royaume-Uni, qui ont mis en œuvre une stratégie pour installer des écoles privées dans les pays en voie de développement, et notamment en Afrique subsaharienne. Leur objectif n'est pas de dispenser un enseignement de qualité mais de maximiser leurs profits. Dans ces écoles, les enseignants sont souvent peu ou pas formés, mal rémunérés et confrontés à des classes surchargées. Les programmes scolaires sont standardisés et pensés de façon unilatérale depuis un pays du Nord. Ces écoles présumées « à bas coûts » imposent des frais d'inscription prohibitifs pour les plus pauvres. Les familles paient au jour le jour, et quand la journée d'école n'a pas été réglée, l'enfant est tout simplement renvoyé chez lui.

La prise de conscience par les politiques est malheureusement trop lente. Lors du sommet de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie), 57 chefs d'État ont adopté une résolution historique pour « corriger toute incidence négative de la commercialisation de l'éducation ». À Dakar, en octobre 2017, nous avons participé à une grande rencontre des acteurs francophones contre la marchandisation de l'éducation, en présence des membres du programme Top Eduq. La prochaine étape est la préparation du Sommet de la francophonie 2018, avec le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), la Coalition Éducation et la Fi Céméa, et l'appui du consortium Right to Education, Global Initiative for Economic, Social and cultural Rights (GIESCR). Nous allons tenter de faire adopter des mesures pour résister à cette dérégulation qui met en péril l'éducation publique. »



# Jeunesses et citoyenneté Redonner des perspectives à la jeunesse

## ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ, EN FRANCE ET DANS LE MONDE

L'élection présidentielle de 2017 a confirmé une tendance de fond liée à la crise de la représentation politique, en France et ailleurs : l'abstention chez les jeunes reste un phénomène majeur. Développer les actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité pour remobiliser sur « le commun », donner des clés pour comprendre le monde, développer des compétences pour bâtir un monde plus juste et s'émanciper, sont les missions sociales du collectif Solidarité Laïque.

« En Afrique de l'Ouest, les moins de 25 ans représentent 64 % de la population mais ne trouvent pas leur place dans la cité, souligne Carole Coupez, déléguée à Solidarité Laïque et présidente d'Educasol. *L'une des réponses à l'isolement, au chômage et à la désespérance tient dans la capacité des sociétés à favoriser la participation des jeunes au développement local, leur prise de parole et le civisme.* » À Dakar, en octobre, des représentants de nos programmes au Togo, Niger, Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire et en France, se sont ainsi retrouvés pour partager sur leurs pratiques et initier de nouveaux chantiers, notamment autour de la question des migrations. Carole Coupez était présente pour animer ces rencontres aux côtés de plusieurs salariés et bénévoles de l'association.

En Colombie, le centre éducatif Enfance 2/32 a renouvelé son accord avec l'État pour contribuer au travail de réconciliation, après 50 ans de guerre civile. « Ce sont les jeunes qui vont réaliser ce qu'en 50 ans nous n'avons pas réussi à faire », résume son fondateur

Jesús Calle. *Cela passe par une démarche éducative et artistique propre à former des citoyens déterminés à bâtir la paix* (voir p.40).

En France, Solidarité Laïque et ses membres produisent des outils pédagogiques destinés aux éducateurs et aux enfants. Ces films, jeux, expositions, livrets servent aussi à des animations proposées par les équipes du siège dans des structures éducatives. En 2017, les migrations et la lutte contre les stéréotypes et le racisme ont fait l'objet de plusieurs productions (voir p.28).

## EXPÉRIENCES SOLIDAIRES ET DÉMOCRATIQUES

La « Rentrée solidaire », campagne annuelle de l'association, était cette année destinée aux enfants tunisiens. Près de 15 000 jeunes, accompagnés de leurs éducateurs, ont collecté des fournitures scolaires ou organisé des événements pour en permettre l'achat sur place. Une expérience complète, qui va de la découverte des réalités d'un pays voisin à la mobilisation collective. Le film produit pour l'occasion, *Une journée à l'école en Tunisie – Sur le chemin de la dignité*, a été vu en ligne 9 500 fois. À noter cette année, la participation d'écoles tunisiennes qui ont souhaité venir en soutien à leurs camarades des écoles publiques démunies.

Les voyages interculturels et les chantiers de jeunes constituent aussi de puissants leviers pour changer le regard sur l'autre et sur le monde. Solidarité Laïque en a cofinancé plusieurs en 2017. « Les jeunes sont de véritables acteurs de la solidarité et du changement. Ils portent des projets très innovants et construits sur des réflexions très poussées, souligne Cathy Legoff, en charge de l'éducation contre le racisme à Solidarité Laïque et présidente d'Étudiants



L'ÉDUCATION DOIT METTRE TOUTE PERSONNE EN MESURE DE JOUER UN RÔLE UTILE DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE, FAVORISER LA COMPRÉHENSION ET LA TOLÉRANCE. »

## DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

et Développement. Ce réseau porte, avec Solidarité Laïque et France Volontaires, le Prix des initiatives étudiantes en éducation au développement (PIEED) qui soutient et valorise des pratiques innovantes en la matière.

## L'EMPLOYABILITÉ, UN DÉFI POUR L'AVENIR

Dans un contexte où de nombreux jeunes ont de moins en moins de perspectives professionnelles, comment leur permettre de trouver leur place dans la société ? « *L'employabilité est le principal défi qui va se poser, en France comme ailleurs. Si nous ne sommes pas capables d'apporter des réponses, comment penser l'avenir ?* », questionne Alain Canonne, délégué aux actions de coopération internationale à Solidarité Laïque. En Haïti, sur le pourtour méditerranéen et en Afrique subsaharienne, des dizaines de projets sont menés pour développer des activités liées à l'économie sociale et solidaire et permettre aux jeunes de participer à la construction de leur avenir et de leur société.

« L'éducation change les personnes qui vont changer le monde. »  
Paolo Freire



Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [f](#) et [t](#) - 12 juillet 2017

## FOCUS FESTIMAJ, UN FESTIVAL ULTRA-VITAMINÉ !

90 FILMS RÉALISÉS PAR DES ÉLÈVES OU DES JEUNES RÉALISATEURS VENUS DE 30 PAYS, 500 000 SPECTATEURS. « *CE FESTIVAL SANS ÉQUIVALENT EST UN VÉRITABLE BOUILLON DE CULTURES QUI OFFRE UN POINT DE VUE INTERCULTUREL ET UNIQUE SUR LE MONDE* », SOULIGNE LE RÉALISATEUR SAFY NEBBOU, PARRAIN DE L'ÉDITION 2017.

Voilà maintenant deux ans que Solidarité Laïque soutient cette association ultra-vitaminée qui favorise l'expression des jeunes par le cinéma, leur offre la possibilité de partager leurs points de vue sur l'état de la planète et d'accéder à celui de leurs camarades des cinq continents. Tisser du lien, contribuer à la paix et à une citoyenneté mondiale en travaillant avec la jeunesse et en favorisant la création culturelle, voilà qui fait bien partie des missions de Solidarité Laïque. Pour participer à cette aventure unique, deux options, non exclusives : diffuser les films dans le cadre du festival qui a lieu en juin ou travailler avec les jeunes à la réalisation d'un court-métrage de moins de 12 minutes. « *Des établissements scolaires du monde entier, des*

*associations d'éducation populaire, des centres culturels, des bibliothèques et des instituts français diffusent ces films. Ils choisissent une ou plusieurs catégories, en fonction de leur public, de la maternelle aux jeunes adultes* », explique Anne-Claude Lumet, qui est à l'origine du projet aux côtés de Gilles Lemounaud. Côté réalisateurs, tous les âges sont représentés, de la maternelle au supérieur. En juin 2017, Solidarité Laïque a attribué son prix à un film d'animation réalisé par une classe de collège sur les Droits de l'homme. À visionner et à partager sur notre page YouTube.

**Pour en savoir plus :**  
[www.festimaj.fr](http://www.festimaj.fr) et [www.youtube.com/user/solidaritelaique.org](https://www.youtube.com/user/solidaritelaique.org)



## 3 QUESTIONS À

Amal Sergma Abdellaoui, membre du conseil de jeunes de Bagneux

### 01. À l'été 2017, tu es partie à Agadir avec 10 membres du conseil de jeunes de Bagneux. Quel était votre projet ?

« L'objectif était d'échanger nos pratiques entre conseils de jeunes. Durant une semaine, nous avons rencontré des jeunes de notre âge qui veulent faire bouger les choses. J'ai été frappée par toute la détermination de nos homologues marocains à faire entendre leur voix : ils n'ont pas de budget, ils rencontrent tant de freins, et pourtant ils ne renoncent pas. Ça m'a donné envie de m'investir encore plus dans ma ville.

### 02. Que t'a appris cette expérience sur le plan personnel ?

« Avant d'être membre du conseil de jeunes de Bagneux, je n'avais pas trop confiance en moi. Ce voyage a considérablement élargi mon horizon, il m'a donné envie de m'engager et d'oser prendre la parole. Le fait de rencontrer d'autres jeunes qui se battent dans des conditions difficiles, dans un pays où les anciens laissent peu de place à la jeune génération, a renforcé ma volonté d'agir et de prendre ma place en tant que citoyenne du monde et ambassadrice des droits humains.

### 03. Est-ce que tu as un message à faire passer aux jeunes qui hésitent à agir ?

« On a souvent l'impression qu'à notre niveau on ne peut pas faire grand-chose. Mais en réalité, nous avons le pouvoir et le devoir d'agir ! Il faut s'engager et ne pas hésiter à se rapprocher de structures et d'associations qui nous aident à porter ces projets, tant sur le plan financier que logistique.



## Droits de l'enfant

# Les enfants, premières victimes des injustices

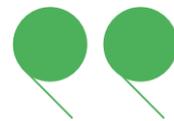
### AU CŒUR DES MISSIONS DU COLLECTIF

Si rien n'est fait pour les droits de l'enfant d'ici 2030, ce seront encore 167 millions d'enfants qui vivront en situation de pauvreté et 60 millions qui n'auront pas accès à l'éducation. Tous les programmes que conduit Solidarité Laïque, en luttant contre la pauvreté et les inégalités et pour l'accès à l'éducation, visent directement ou indirectement à faire respecter les droits des enfants.

Dans plus de 20 pays, Solidarité Laïque agit pour défendre les droits des filles et des enfants en situation de handicap. Elle soutient l'expression des enfants et des jeunes pour qu'ils exercent au plus tôt leur citoyenneté.

### LES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS ONT-ILS ENCORE DES DROITS ?

Les mineurs isolés étrangers sont avant tout des enfants en danger qui



SOLIDARITÉ LAÏQUE SOUTIENT L'EXPRESSION DES ENFANTS POUR QU'ILS EXPÉRIMENTENT LA CITOYENNETÉ. »

doivent être protégés comme tous les enfants, au titre de la protection de l'enfance. Membre du conseil d'administration de la plateforme InfoMIE (Informations sur les mineurs isolés étrangers), Solidarité Laïque contribue à défendre ce droit à la protection sans discrimination auprès des élus et du grand public. L'année a été difficile pour cette plateforme qui favorise l'accès aux droits de ces jeunes vulnérables et outille les professionnels et bénévoles partenaires. Les subventions publiques ont diminué alors que les besoins d'accompagnement ont augmenté. Solidarité Laïque maintient son soutien financier et logistique, car la disparition d'InfoMIE serait synonyme d'un grave recul en matière de droits de l'enfant.

### UN PLAIDOYER SUR PLUSIEURS ÉCHELLES

Pour faire avancer le plaidoyer sur l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant, Solidarité Laïque, membre du Groupe enfance de la Coordination humanitaire et développement (CHD), a participé à l'organisation du colloque « Investir » en faveur des droits de l'enfant, qui s'est tenu à l'OCDE le 16 novembre 2017.

Pendant les élections présidentielles et législatives, Solidarité Laïque, membre et co-chef de file du collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant (AEDE) - composé de plus de 50 organisations -, a présenté aux politiques un livre blanc intitulé *Pour une République garante des droits de l'enfant*. Un combat qui s'est poursuivi lors du colloque organisé par AEDE au Palais Bourbon le 19 octobre, en présence de 200 élus et acteurs de la société civile, et qui a conduit en janvier 2018 à la création du premier groupe d'études parlementaires sur les droits de l'enfant. Au-delà de l'étroite collaboration avec la Défenseure des droits de l'enfant, qui se construit depuis plusieurs années, Solidarité Laïque est membre d'une instance de concertation gouvernementale avec la société civile sur les droits de l'enfant, le Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), créé fin décembre 2016.

### 3 CHIFFRES CLÉS

**1/3** DES ENFANTS NON SCOLARISÉS LE SONT EN RAISON DE LEUR HANDICAP

**1 enfant sur 5** est pauvre dans le monde

**Plus de 3 millions** D'ENFANTS sont pauvres en France

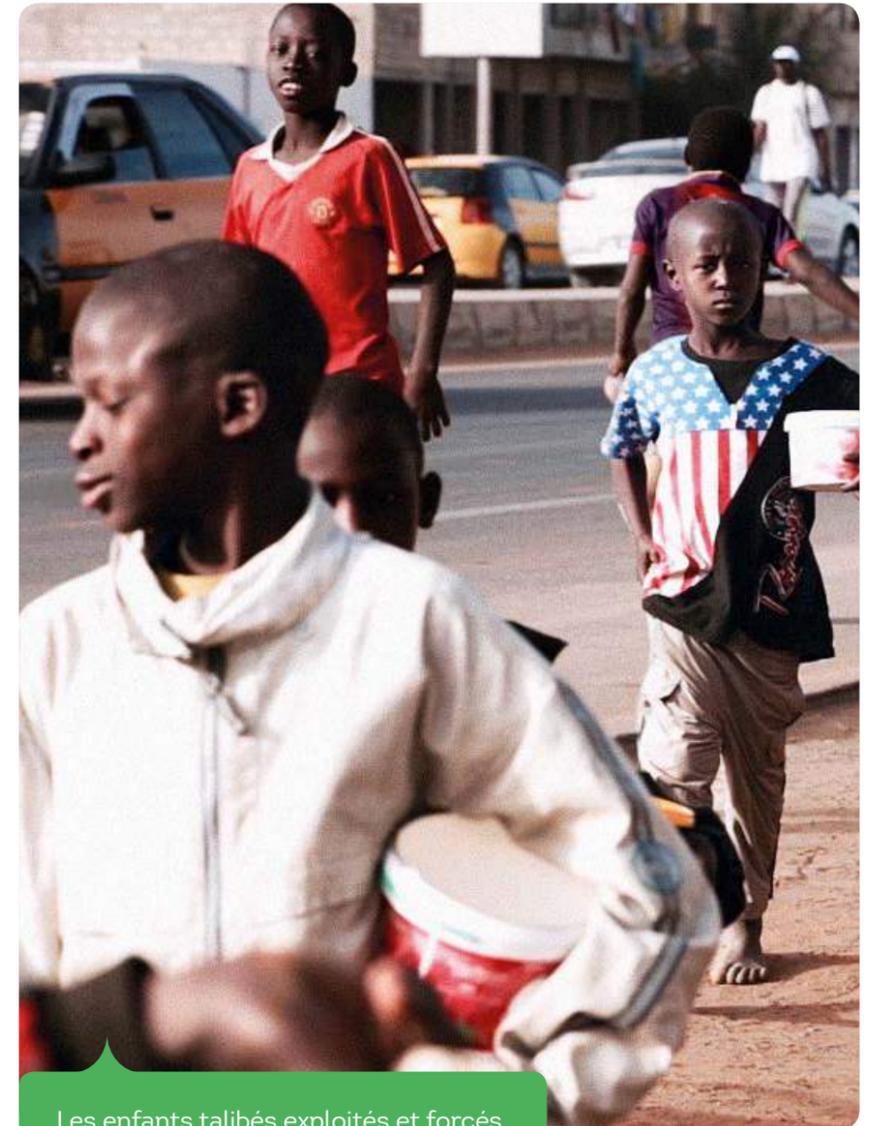
Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [Facebook](#) et [Twitter](#) - 30 décembre 2017

### FOCUS EN FINIR AVEC LE JUTEUX MARCHÉ DES ENFANTS TALIBÉS

AU SÉNÉGAL, ILS SERAIENT AU MOINS 50 000 ENFANTS ÂGÉS DE 5 À 15 ANS À ÊTRE EXPLOITÉS. CONDAMNÉS À LA MENDICITÉ, ILS RAPPORTENT 8 MILLIONS D'EUROS PAR AN À LEURS « PROTECTEURS ».

Les *daaras* sont des écoles coraniques où des aspirants, jeunes enfants appelés *talibés*, sont mis à disposition d'un maître pour leur éducation « spirituelle et morale ». Pour certains marabouts, c'est une manne lucrative. Forcés de mendier dans les rues pour recueillir des aumônes, très peu sont ceux qui reçoivent des soins de santé ou la moindre éducation. Les leçons sont ponctuées de châtiments corporels, et si les élèves ne rapportent par leur quota journalier, entre 500 et 2 000 francs CFA, ils sont humiliés, enchaînés ou battus, parfois à mort, comme ce fut le cas pour 5 enfants en 2016.

Face à ces abus, et sous la pression de plusieurs ONG, Macky Sall, le président de la République du Sénégal a pris des mesures pour que ces enfants des rues soient placés et protégés dans des centres éducatifs. Depuis, des arrestations ont eu lieu, et les affaires portées devant les tribunaux révèlent de formes d'abus les plus extrêmes. La justice est encore loin d'être rendue pour que les droits de ces enfants soient respectés, comme le Sénégal s'y était pourtant engagé en ratifiant la Convention internationale des droits de l'enfant.



Les enfants talibés exploités et forcés de mendier dans les rues.



### « APRÈS DES PARCOURS MIGRATOIRES TRAUMATISANTS... »

**Florine Pruchon**, Chargée de mission droits de l'enfant à Solidarité Laïque

« ... la violence que subissent les mineurs isolés ne s'arrête pas en franchissant nos frontières. Pour ne prendre que l'exemple de Paris, par des températures négatives glaciales, des avocats alertaient cet hiver sur le cas de 128 mineurs isolés étrangers qui erraient dans les rues de la capitale, noms et âges à l'appui. Pour comprendre l'ineptie de la situation, il faut un peu revenir en arrière.

Ces 128 mineurs auraient dû bénéficier, depuis la loi du 14 mars 2016, d'un accueil provisoire d'urgence d'au moins 5 jours en vue d'évaluer leur situation, et notamment leur minorité et leur isolement. Cette évaluation doit être conduite par une équipe pluridisciplinaire. Mais si la loi est claire, la pratique l'est moins : "refus guichet" au faciès, évaluations "flash" par le Dispositif d'évaluation des mineurs isolés, et retour à la rue de ces mineurs munis d'un papier leur conseillant de se tourner vers le 115... qui n'a pas le droit de les accueillir puisqu'ils sont mineurs !

« Mais le casse-tête ne s'arrête pas là... Quand des avocats saisissent le procureur de la République, chargé de prendre les mesures d'urgence nécessaires et donc d'ordonner

une mesure de placement en urgence, ce dernier renvoie la balle à la mairie de Paris ou au Département, qui lui-même avait mis ces enfants à la rue...

« Comment la France, pays des droits de l'Homme et signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant, peut-elle faire subir autant de violences institutionnelles à ces jeunes ? Faudra-t-il attendre un nouveau drame pour que certains conseils départementaux qui ne respectent toujours pas le droit prennent enfin les mesures nécessaires pour protéger ces enfants comme tout enfant en danger, c'est-à-dire, sans les discriminer ? »



## Lutte contre les exclusions Un combat qui traverse les frontières

### CORRIGER LES INÉGALITÉS

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, les 85 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards des plus pauvres. 1,5 milliard des personnes vivent « en situation de pauvreté marquée par des carences cumulées en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie ». Et 1,2 milliard de personnes vivent avec l'équivalent de 1,25 dollar ou moins par jour. En France, 21 personnes possèdent aujourd'hui autant que les 40 % les plus pauvres de la population et 10 % des

Français les plus riches détiennent 56 % des richesses (rapport sur les inégalités, Oxfam 2018). Quant à la fraude fiscale, ne serait-ce qu'à l'échelle française, elle coûterait chaque année 60 à 80 milliards d'euros à la France soit un montant équivalent au budget de l'Éducation nationale. « Ces inégalités sont intolérables et empêchent des millions de personnes d'accéder à une vie digne. Notre rôle en tant qu'organisation de la société civile est de porter ce plaidoyer au nouveau des décideurs. Ce que nous faisons à l'échelle nationale et internationale, dans le cadre de coalitions

pluri-acteurs », déclare Roland Biache, délégué général de Solidarité Laïque.

### GENRE ET HANDICAP

20 % des adultes ne savent pas lire, dont 2/3 de femmes. 1/3 des enfants non scolarisés dans le monde, le sont en raison de leur handicap. Ces chiffres en disent long sur les premières victimes des discriminations dans le monde. « C'est pourquoi tout au long de 2017, nos programmes ont continué de soutenir des associations qui se mobilisent pour les droits des personnes en situation de handicap et pour les droits des femmes, rappelle ainsi Alain Canonne, délégué aux actions internationales à Solidarité Laïque.

### L'EXEMPLE DES CENTRES ÉDUCATIFS

Un exemple parmi d'autres : les centres éducatifs que nous soutenons au Burkina Faso et au Mali, en Haïti, en Colombie et au Liban. « Les enfants qui y sont accueillis sont orphelins ou issus de familles très démunies. Et étant donné les longues listes d'attente, nous nous sommes donné comme règle de privilégier les filles et les enfants porteurs de handicap », explique ainsi Jésus Calle, notre partenaire colombien. Au Mali, où les obstacles à la scolarisation des filles sont nombreux, Mariam Sidibé, membre du programme Top Eduq, a fondé, il y a plus de 20 ans, le centre Jigiya Bon, « la maison de l'espoir » en bambara. L'association accueille aujourd'hui une centaine de jeunes filles : certaines veulent échapper aux mariages forcés, d'autres sont dans une situation de pauvreté extrême, réduites à la mendicité. Le centre les accompagne dans leur scolarisation et leur formation professionnelle pour les rendre autonomes. « Nombreuses sont celles qui travaillent ensuite dans la santé ou se lancent dans la création d'une activité, atelier de couture ou de mécanique », souligne Mariam Sidibé.

Article publié sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [Facebook](#) et [Twitter](#) - 24 mars 2017

### FOCUS TUNISIE, ENGAGEMENT À 100 % POUR L'ÉGALITÉ !

SIX ANS APRÈS LA RÉVOLUTION TUNISIENNE, REMPORTER LA VICTOIRE CONTRE LES INÉGALITÉS RESTE UN ENJEU MAJEUR POUR LA DÉMOCRATIE. LE WEEK-END DU 23 ET 24 MARS, À TUNIS, LES MEMBRES DU PROGRAMME SOYONS ACTIFS/ACTIVES DRESSAIENT LE BILAN DE CET ENGAGEMENT ET RELEVAIENT LES MANCHES.

Le 23 mars dernier, c'est au musée du Bardo, théâtre des récents attentats mais aussi lieu symbolique de la richesse des cultures méditerranéennes, que s'est ouverte l'assemblée plénière du programme « Soyons actifs/actives » que pilote Solidarité Laïque. Télévisions et radios nationales étaient au rendez-vous pour diffuser l'événement partout dans le pays, le signe que beaucoup d'espoirs sont mis dans ce collectif unique d'organisations de la société civile tunisiennes et françaises qui monte des projets pour construire un avenir aux plus démunis, femmes rurales, étudiants chômeurs, décrocheurs scolaires... « C'est en partant des réalités du terrain observées par les associations membres, en expérimentant des projets pour donner du travail, créer des formations

professionnalisantes, permettre l'acquisition de droits sociaux, organiser des activités génératrices de revenus, des coopératives de femmes ou repérer à temps les décrocheurs scolaires que nous préparons notre avenir démocratique », soulignait ainsi l'un des participants à l'assemblée générale. Les 63 organisations qui étaient représentées, dont 16 ont rejoint le programme en cours d'année, sont désormais bien identifiées par les pouvoirs publics. « Leur connaissance du terrain est un atout. Les pouvoirs publics comptent sur elles pour identifier les besoins, ne pas se couper des populations et retisser du lien social », explique Guilhem Arnal, responsable géographique Tunisie à Solidarité Laïque. Les projets qui sont en cours touchent 15 000 bénéficiaires.



Une école publique à l'est de la Tunisie qui développe une pédagogie participative.



### 2 QUESTIONS À

Lucas Chancel,  
co-auteur du rapport WID 2018  
sur les inégalités mondiales

### 01. Quels sont les principaux résultats de votre étude sur les inégalités mondiales ?

Dans la plupart des pays du monde, les très hauts revenus et les très hauts patrimoines explosent depuis les années 1980. ; aux États-Unis, quand 1 % des plus aisés captaient 10 % du revenu national, ils sont aujourd'hui 20 %. Idem en Inde, où on est passé de 6 % à 22 %, et en Chine de 7 % à 15 %. L'Europe est moins touchée (de 10 % à 12 %), mais la tendance est bel et bien mondiale. Le risque, si on ne fait rien, est d'assister à une explosion des revenus au sommet de la pyramide et à une déconnexion complète entre l'apport réel des individus au bien-être collectif et leur rémunération.

### 02. Comment inverser cette tendance au creusement des inégalités ?

Il faut agir à plusieurs niveaux. Par le bas tout d'abord, en investissant dans l'éducation, la santé et les infrastructures publiques, dont on sait qu'elles permettent d'augmenter les revenus des classes populaires et moyennes. Il faut aussi mettre en œuvre des politiques de lutte contre la discrimination à l'embauche plus efficaces. Par le haut, il faut une fiscalité progressive. Mais les signaux ne sont guère favorables... comme en témoigne la taxation sur les revenus du capital avec la « Flat tax », qui est plus faible que sur les revenus du travail. De 1932 à 1980, les États-Unis avaient un taux supérieur de l'impôt autour de 80 %, aujourd'hui il est descendu à 40 %. *World Inequality Report, en ligne sur : <http://wir2018.wid.world/>*



**20% DES ADULTES  
NE PEUVENT PAS  
LIRE CE TEXTE,  
DONT 2/3 DE  
FEMMES.**

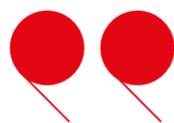
**AGISSEZ  
AVEC NOUS !**  
[www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org)

**Solidarité  
Laïque** ÉDUQUÉES  
AUJOURD'HUI,  
PLUS LIBRES  
DEMAIN

# LAÏCITÉ POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

## DES RENDEZ-VOUS POUR DÉBATTRE

Les débats en France sur la laïcité en 2017 se sont intensifiés : instrumentalisée par des militants d'une identité fantasmée, la laïcité divise aussi les défenseurs des valeurs de la République. Les « Rendez-vous de la laïcité », organisés chaque mois par Solidarité Laïque invitent des sociologues, des historiens et des acteurs de terrain à partager leur diagnostic et leur expérience d'une laïcité en action. Parmi les intervenants, des personnalités comme Benjamin Stora, Patrick Weil, Philippe Meirieu, Malik Salemkour qui



L'ÉDUCATION S'AFFIRME COMME LA VOIE DE LA PAIX CAPABLE DE PROMOUVOIR UNE VISION DU MONDE AUX ANTIPODES DE LA TENDANCE AUX REPLIS IDENTITAIRES, AUX DISCOURS DE HAINE ET À L'EXTENSION DES CONFLITS. »

contribuent à mieux faire connaître les combats de l'association auprès de nouveaux publics. Par ailleurs, plusieurs « Juedis de la solidarité » ont été organisés par des délégations départementales sur la laïcité en action.

en mouvements sociaux, associations, syndicats, mutuelles, coopératives... sont mieux prises en compte au-delà des seuls scrutins électoraux indispensables, mais insuffisants pour faire vivre une démocratie ancrée dans le réel. »

## 3 CHIFFRES CLÉS

 32

ANIMATIONS ET ATELIERS de lutte contre le racisme et les préjugés

 5 Expositions pour lutter contre le racisme

 18 RENDEZ-VOUS de la laïcité

## LA LAÏCITÉ DU QUOTIDIEN : UNE MÉTHODE D'ACTION

« Loin des dogmatismes, c'est la richesse des différences et des approches réunies qui produira le meilleur effet autour de cette cause commune qu'est la laïcité », rappelle le délégué général Roland Biache. Dans l'ensemble de ses actions de coopération, Solidarité Laïque est reconnue pour sa capacité à nouer des partenariats avec des acteurs multiples et divers, à l'image du collectif dont elle est l'émanation. Parce que l'on est plus fort quand on fait nombre et que l'on se coordonne, ces acteurs partagent sur leurs pratiques, se forment, se renforcent mutuellement pour finalement développer leur impact social et mieux se faire entendre des pouvoirs publics. « Nos programmes prennent le temps de l'élaboration de consensus forts entre des organisations qui ont des intérêts différents mais qui sont engagées sur la mise en œuvre des droits humains et la lutte contre les injustices, poursuit le délégué général. Finalement, les populations organisées

## LUTTER CONTRE LE RACISME ET LES STÉRÉOTYPES

« L'éducation au libre arbitre et à la liberté ne peut se faire que dans un refus de la pensée unique. Elle vise à donner à chacun les moyens de s'émanciper, de se respecter et de respecter la dignité de l'autre, d'être porteur de lien social et d'action collective. Par l'ouverture au monde et l'expérience concrète de la solidarité, cette éducation interculturelle aide à se situer soi-même, en tant que citoyen et favorise le mieux vivre ensemble », explique Carole Coupez, déléguée en charge de l'éducation à la citoyenneté. En 2017, Solidarité Laïque, en partenariat avec plusieurs de ses membres, a intensifié sa production d'outils pédagogiques pour lutter contre les stéréotypes et le racisme (voir p.28). Le 4 mai 2017, un colloque a été co-organisé avec l'Unsa Île-de-France lors de son congrès régional national : « Migrations, combattre les idées reçues ».

« Les enseignants doivent être tous formés à l'enseignement des principes de la République. »  
Jean-Louis Bianco, Président de l'Observatoire de laïcité



« SI LA LAÏCITÉ N'A NULLEMENT BESOIN D'ADJECTIF POUR LA DÉFINIR... »

Jean-Paul Delahaye,  
Vice-président délégué  
de la Ligue de l'enseignement

... force est de constater que plusieurs approches se confrontent, et parfois se caricaturent. Comment se référer à la loi – la laïcité, c'est d'abord une liberté avant d'être une série d'interdits, et, en République, on n'interdit pas tout ce qu'on désapprouve – comment tenir des positions raisonnables sans être suspecté de compromission et de mollesse à l'égard de la montée des communautarismes ?

Comment combattre les atteintes à la laïcité, les enfermements communautaires, les fondamentalismes religieux à prétention politique, les revendications identitaires – ne pas être antireligieux ne veut pas dire tout accepter des religions – sans être taxé de christianophobie, de judéophobie ou d'islamophobie ?

Nous devons faire un effort collectif pour trouver des points d'accord entre deux courants de pensée qui existent et ont toujours existé dans le camp républicain : une conception de la laïcité plus attachée à la prise en compte de la diversité, et l'autre plus attachée à l'unité. Ces deux approches sont également respectables : la laïcité, ce n'est pas l'une ou l'autre, c'est nécessairement la diversité et l'unité, pour une émancipation en actes.

Dans une période de peur du lendemain, de peur de l'autre, il faut s'unir pour éviter que la laïcité ne soit instrumentalisée et pervertie par ceux qui en travestissent les fondements pour exploiter les crispations, masquer leur combat contre les religions ou leur racisme, ou sauvegarder une identité fantasmée et réactionnaire de la France.

Il faut s'unir pour éviter que la question laïque ne soit agitée par certains uniquement pour faire diversion, pour éviter de poser la question sociale, alors même que Jean Jaurès nous a prévenus il y a longtemps que les deux questions sont en partie liées. »

EN SAVOIR PLUS sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org), abonnez-vous aux #Rendez-vous de la laïcité

## FOCUS LA LAÏCITÉ, UN JEU D'ENFANT !

« La laïcité, c'est la liberté de croire ou de ne pas croire, et c'est elle seule qui permet à tous de vivre ensemble quelles que soient nos différences. Mais pour que les enfants le comprennent, je dois moi-même être laïque, non seulement en paroles, mais en actes ! Quel message pourrais-je en effet transmettre à mes élèves si, par choix ou par méconnaissance, je ne parlais pas de telle ou telle croyance, ou, pire, si je m'en tenais à des stéréotypes ou faisais des amalgames ?

Plus encore que les adultes, les enfants ressentent les injustices, le rejet. Il est de ma responsabilité d'être bienveillante, de n'éluider aucun problème, de maîtriser mon sujet pour pouvoir répondre à leurs questions. Là est le secret pour que non seulement ils m'entendent, mais aussi qu'ils m'écoutent. C'est à cet âge qu'ils se "construisent" comme citoyens. Et c'est aussi à cet âge qu'ils s'engagent avec cœur dans des actions. Alors quand ils s'impliquent, c'est gagné !

Je me rappelle des dessins et des poèmes inscrits le 9 décembre dernier sur un mur d'expression libre qui leur a été proposé avec le slogan "Kiff ta laïcité !". Je me rappelle de ces élèves de 5<sup>e</sup> faisant jouer d'autres élèves de CM2 à un Memory sur la laïcité. Ce sont eux qui avaient participé à la création de ce jeu, eux qui avaient choisi et réalisé les images qui le composaient, et ils étaient si fiers de partager ce qu'ils avaient compris.

Oui, c'est dans ces moments-là que la citoyenneté se construit, car il est des connaissances qui ne peuvent s'apprendre dans les manuels. La laïcité, la citoyenneté, la solidarité ne s'apprennent pas dans les livres. Elles se vivent ! »

Anne Marchand, professeur d'histoire dans un collège à Limoges, a créé avec ses élèves un Memory Laïcité.



# AGIR DANS LES TERRITOIRES

L'éducation et la lutte contre les inégalités doivent permettre de bâtir un monde riche de nos diversités et de nos ressemblances. En France et à l'international, pour atteindre des changements pérennes Solidarité Laïque agit sur plusieurs échelles, sur des champs d'action complémentaires et dans la réciprocité.



# Irma Vent de solidarité à Saint-Martin



Joëlle Petchy-Dorville, directrice de l'école Sant-Maximin, le jour de la remise des kits scolaires.



## LA PREMIÈRE DISTRIBUTION A EU LIEU EN NOVEMBRE. »

Cette collecte se poursuit en 2018. L'argent collecté a servi aussi à soutenir des animations en attendant le retour à l'école. Plusieurs organisations vont au-delà, en faisant un don financier à Solidarité Laïque (SNUipp-FSU et Maif), ou en offrant des fournitures scolaires pour équiper les élèves (Casden-BP). La Maif ouvre ses antennes départementales pour recueillir du matériel scolaire. « Au total, ce sont 4,5 tonnes qui ont été collectées et transportées vers Saint-Martin », précise Yasmine Sadji, responsable Solidarité France à Solidarité Laïque.

## INITIATIVES CITOYENNES À FOISON

Bientôt, l'élan de solidarité déborde le cercle du collectif. Le siège reçoit chaque jour courriels et appels téléphoniques pour demander « comment aider ». Dans les territoires, des centaines d'initiatives individuelles et collectives sont prises pour organiser des courses et des concerts solidaires, des brocantes... 300 personnes sont venues au concert que nous avons organisé pour les enfants de Saint-Martin, explique ainsi Marie-Renée Wadoux, membre de l'orchestre d'harmonie de Perros Guirrec. Et nous avons collecté 1 740 euros que nous avons aussitôt reversé à Solidarité Laïque pour l'achat des kits. « L'élan de solidarité s'est propagé auprès de partenaires privés.

## CELLULE DE CRISE

Le 6 septembre 2017, l'ouragan Irma s'abat sur Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Une tragédie climatique telle que la région n'en a jamais connu. À Saint-Martin, 90 % des bâtiments de l'île sont touchés, 4 établissements sont complètement détruits et 17 fortement endommagés. Dès le lendemain, une réunion de crise est organisée avec les membres du collectif Solidarité Laïque : 17 organisations répondent présentes. Le choix est fait d'équiper les enfants de Saint-Martin en kits scolaires.

## PLUS EFFICACES ENSEMBLE

Un appel aux dons est aussitôt diffusé par les organisations. Le relais qui se fera jusqu'à la fin de l'année permettra de collecter 143 952 euros.

## 3 CHIFFRES CLÉS

**23** ÉCOLES FORTEMENT ENDOMMAGÉES OU DÉTRUITES

**5000** KITS SCOLAIRES

**143 952** euros collectés

Trois éditeurs, Nathan, Magnard et Hatier, ont donné 20 000 ouvrages scolaires et parascolaires, le fret aérien est offert par Air Caraïbes, et un réalisateur bénévole, Dr Didier Mauro, a tourné un film pour soutenir la campagne », conclut Yasmine Sadji.

## DISTRIBUTION DE FOURNITURES SCOLAIRES

La première distribution a lieu en Guadeloupe en novembre, où les

sections départementales de trois organisations membres ont décidé de se coordonner autour de Solidarité Laïque. 400 élèves de Saint-Martin déplacés en Guadeloupe sont alors dotés de kits scolaires. Le reste a commencé à être distribué en mars 2018, en partenariat avec le rectorat. « Et les fournitures sont mises à disposition des écoles dans un local où elles viennent les chercher », complète Yasmine Sadji.



**2 QUESTIONS À**  
**Céline Divialle,**  
enseignante en Guadeloupe  
et mandataire du conseil  
d'administration de la Maif

## 01. Comment votre engagement envers les familles touchées par l'ouragan Irma s'est-il concrétisé sur place ?

Notre engagement a été spontané ! Nous devons soutenir nos sociétaires dont certains avaient tout perdu. Les équipes locales et nationales de la Maif se sont très vite mobilisées pour accompagner tous ceux qui avaient été touchés par l'ouragan. Deux militantes se sont rendues sur place pour écouter les victimes, prendre en compte leurs sinistres et les accompagner dans ce moment si difficile pour elles. Une provision leur a souvent été versée, afin qu'elles puissent faire face à leurs dépenses les plus urgentes. Notre présence a été, je crois, accueillie comme le signe d'une solidarité dont les gens, souvent très abattus, avaient vraiment besoin.

## 02. La Maif a souhaité travailler avec Solidarité Laïque et ses membres pour mettre en cohérence toutes les interventions. Quel bilan tirez-vous de cet élan de solidarité ?

Oui, il y a eu une forte volonté de Solidarité Laïque de porter une action collective dans les Antilles, et les membres ont suivi ! Sur place, nous avons agi, avec la Ligue de l'enseignement (la FOLG), la MGEN, la Casden-BP, des syndicats... en accompagnant la communauté éducative pour que les enfants puissent reprendre les cours rapidement et dans les meilleures conditions possibles. Dans l'hexagone, la Maif a ouvert ses délégations pour collecter du matériel scolaire, et le siège a décidé de faire un don de 100 000 euros pour soutenir l'éducation en post-urgence à Saint-Martin. Nous avons tous prouvé que nous sommes capables de faire preuve d'une grande réactivité pour une action forte, concrète et solidaire.



Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [f](#) et [t](#) - 30 novembre 2017

## FOCUS TOUS SOLIDAIRES AVEC LES ANTILLES !

APRÈS LE PASSAGE DE L'OURAGAN IRMA QUI A DÉVASTÉ LES ANTILLES ET PARTICULIÈREMENT L'ÎLE DE SAINT-MARTIN, LE COLLECTIF SOLIDARITÉ LAÏQUE S'EST AUSSITÔT MOBILISÉ POUR FAVORISER LE RETOUR LE PLUS RAPIDE POSSIBLE DES ENFANTS À L'ÉCOLE, EN COMPLÉMENTARITÉ DES POUVOIRS PUBLICS.

**SOUTIEN FINANCIER**  
Report des échéances, prêts à taux zéro, dons financiers, avance immédiate des fonds.

**SOUTIEN MATÉRIEL ET SCOLAIRE**  
Collecte de fournitures scolaires, acheminement des fournitures jusqu'aux Antilles, dons de livres scolaires et parascolaires, mise à disposition de locaux et de moyens de transport.

**IRMA  
UN COLLECTIF MOBILISÉ**  
AgirABCD · Alefpa · APAJH · Arts et vie Casden-BP · Cemea · Francas · Fondation UP · GCU · FAS-USU · Grand Orient de France · JPA · Ligue de l'enseignement · Ligue des droits de l'Homme · Fédération générale des PEP · FGR-FP · MAE · MAE Solidarité · Maif · MGEN · Mission laïque française · OCCE · SE Unsa · SGEN CFTD SNUipp/FSU · Usep · Unsa · Ufolep · Unsa Éducation ·

**ACCOMPAGNEMENT HUMAIN**  
Temps de répit et de loisirs pour les enfants victimes de l'ouragan, numéro Vert, formations spéciales «Urgences», soutien psychologique, cellule de crise, réseaux d'entraide citoyenne, Bafa adapté.

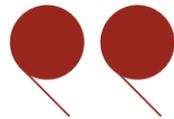
**MÉDIAS**  
Relais de l'appels à dons, newsletters «Spécial Irma», insertions publicitaires, articles, interviews, bannières web



# France Contre les exclusions

## AVEC LES MIGRANTS, LES DEMANDEURS D'ASILE ET LES MIE

Face à la montée des violences et des discours contre les migrants, Solidarité Laïque soutient des initiatives en faveur des réfugiés. Achat de fournitures scolaires pour un centre d'accueil et d'orientation, cours de français, sorties culturelles, activités sportives, réalisation d'un guide pour les nouveaux arrivants tunisiens, accompagnement dans les démarches administratives, soutien au départ en vacances... Les actions menées par des membres ou partenaires (FTCR, Amicale laïque de Cancale, association Revivre...), et cofinancées par Solidarité Laïque, se sont multipliées. Le 27 juin, lors de l'opération Deputies Welcome, qui s'est déroulée devant le Parlement, le collectif, aux côtés d'une centaine d'organisations, a interpellé les politiques sur l'urgence de la situation. Solidarité Laïque est aussi intervenue dans plusieurs colloques



LES VACANCES NE SONT PAS UN LUXE MAIS UN DROIT ET UN TEMPS FORT POUR REPRENDRE CONFIANCE EN SOI. »

dont une conférence européenne pour échanger sur les pratiques en matière d'intégration. Solidarité Laïque a maintenu son soutien à InfoMIE, centre de ressources en ligne et plateforme nationale d'acteurs qui accompagnent les Mineurs isolés étrangers (MIE). *Infomie.net* donne accès au droit applicable aux MIE et aux pratiques professionnelles qui en découlent. « Cette expertise, cette mutualisation des expériences professionnelles, la création de liens entre acteurs qui relèvent souvent de plusieurs métiers, favorisent la connaissance des questions liées aux MIE. Cela contribue à améliorer leur protection et le respect de leurs droits », souligne Roland Biache, délégué général de Solidarité Laïque et président d'InfoMIE.

## PARTIR EN VACANCES, UNE DYNAMIQUE D'INSERTION

« Il suffit parfois d'un premier accident de parcours, une maladie, un licenciement pour que les gens perdent pied », explique Catherine Janeau Leroy, assistante sociale et correspondante du programme « Vacances et Insertion » aux PEP à Nantes. Comment alors retrouver confiance en soi ? « Partir en vacances, ça fait peur. Au-delà des inquiétudes financières, c'est le changement qui angoisse ces personnes isolées. » Les vacances sont un temps de répit, mais bien davantage. Prétexte pour amorcer une autre dynamique, la préparation du départ et le suivi social qui a lieu au retour permettent de faire le point sur ses finances, de réaliser que l'on a des droits, et de se projeter dans l'avenir en travaillant ensemble sur un projet familial positif. « Ces temps sont tout aussi importants que les vacances elles-mêmes », pour Sophie Doucet, animatrice socio-culturelle et d'insertion sociale à la maison de quartier de Saint-Nazaire, partenaire de Solidarité Laïque. « Il faut souvent plusieurs départs pour réamorcer cette dynamique, mais l'analyse sur les dernières années est claire : le programme « Vacances et Insertion » fait la preuve de son efficacité sociale ». En 2017, 1 824 bénéficiaires, dont une grande majorité de familles monoparentales, nous sont adressés par nos délégations départementales qui travaillent en lien étroit avec les centres d'action sociale de leur territoire.



Entraide et solidarité en faveur des réfugiés.

Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [Facebook](#) et [Twitter](#) - 30 novembre 2017

## FOCUS EN HAUTE-GARONNE, LA SOLIDARITÉ AVEC LES RÉFUGIÉS SE CULTIVE

LORSQUE CETTE FAMILLE D'AGRICULTEURS SYRIENS EST VENUE S'INSTALLER AUX CONFINS DE L'ARIÈGE, C'EST TOUTE UNE CHAÎNE DE SOLIDARITÉ PAYSANNE QUI S'EST MISE EN PLACE. UNE BELLE HISTOIRE, BIEN LOIN DES STÉRÉOTYPES SUR LE MONDE RURAL.

« Trente-deux brebis, un bélier, trois chèvres, un bouc et vingt poules, c'est ce que les éleveurs de la vallée leur ont donné. Et plusieurs voisins sont aussi venus avec leur tracteur labourer leur terre. » Pour Joël Leuret, à l'origine de ce projet solidaire, ce qui s'est passé dans ce petit coin de la Haute-Garonne a dépassé ses espérances. Une réussite qui ne doit rien au hasard. Quand Joël et Corinne, un couple de retraités, a imaginé le projet, il y avait d'abord cette exigence humaniste ferrée au cœur, celle de « refuser l'indifférence devant des situations humaines inhumaines ». Il a fallu ensuite un peu d'imagination et de nombreuses rencontres pour créer ce réseau de solidarité. Première brique du dispositif, la coopérative d'intérêt collectif, le Scac Marestaing qui met à disposition des agriculteurs réfugiés des terres pour la culture maraîchère et l'élevage. Quelque temps plus tard, la voici rejointe par plusieurs « alliés » : militants

de la Confédération paysanne, Solidarité Laïque, l'association Revivre qui accueille des Syriens, et un chargé de la mission auprès du Directeur général des étrangers en France, qui le met en relation avec Kamel et Fatima. « La famille vivait depuis six ans dans un camp de réfugiés libanais et n'espérait plus être retenue pour l'immigration "choisie". Dans les camps, ce sont les médecins et les ingénieurs qui sont prioritaires. » Mais cette fois-ci, une perspective s'ouvrait : « Nos enfants allaient pouvoir aller à l'école et nous allions exercer à nouveau notre métier », se souvient Kamel. Aujourd'hui, entourés de bénévoles qui les soutiennent dans l'apprentissage de la langue ou qui se font leurs interprètes pour les démarches du quotidien, ils attendent les résultats de la campagne de financement participatif qui devrait leur permettre d'acheter le triporteur pour transporter les légumes jusque sur les marchés ariégeois.



## 2 QUESTIONS À

**Stéphane Jarre,**  
professeur de français  
bénévole pour l'association  
Revenir.

### 01. Quels sont les besoins des réfugiés syriens que vous accompagnez ?

Après des parcours migratoires violents, les personnes que nous accueillons veulent simplement vivre, aller au travail pour nourrir leur famille et construire leur avenir. À l'association Revivre, nous proposons un cours pour les intermédiaires et les débutants afin de répondre au mieux à leurs besoins linguistiques. Nous les préparons à l'obtention d'un diplôme d'étude en langue française sur trois niveaux, reconnu au niveau européen. Évidemment, ce travail demande du temps. Je suis souvent soufflé par leur détermination à apprendre !

### 02. Est-ce que cet accompagnement va au-delà de l'apprentissage du français ?

Pour des personnes qui ne parlent pas la langue, les démarches administratives sont très ardues. Nous leur apportons un soutien. Nous les aidons aussi dans leur recherche d'emploi, ou à trouver une formation adaptée à leur projet professionnel. Et nous essayons de promouvoir l'interculturalité. Nous mettons par exemple en place des binômes franco-syriens pour qu'ils puissent échanger et partager sur des sujets culturels, les mœurs ou leurs traditions respectives. Des sorties culturelles sont organisées avec l'association, pour les parents et les enfants, ou encore des balades pour découvrir notre patrimoine ou les environs de Paris, et certains partent en vacances, via le programme « Vacances et Insertion », dans des centres où ils peuvent rencontrer d'autres familles.

## 4 CHIFFRES CLÉS

**14 907**

MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS confiés par décision de justice à l'Aide sociale à l'enfance

**13 335**

journées de vacances financées (Vacances et Insertion)

**2** MILLIONS D'ENFANTS vivent en dessous du seuil de pauvreté

**40%** DES FRANÇAIS NE PARTENT PAS EN VACANCES



# France Éduquer à la citoyenneté et à la solidarité

## POUR CONSTRUIRE UN MONDE DURABLE ET EN PAIX

« L'agenda 2030 pour le développement durable est une opportunité pour transmettre aux générations futures un monde durable et en paix. L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale peut y contribuer en accompagnant les changements des mentalités et des comportements qu'exigent ces évolutions », soulignait Carole Coupe, déléguée de Solidarité Laïque et présidente d'Educasol, plateforme française d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Un constat rappelé lors de la réunion du Forum éducation au développement durable (FOREDD), organisé par le ministère de l'Éducation nationale en janvier. Plusieurs outils pédagogiques, présentés dans un catalogue en ligne, ont été produits au cours de l'année

### 3 CHIFFRES CLÉS

**30 000**  
enfants, jeunes sensibilisés

**1 300**  
éducateurs/ professionnels accompagnés

**80** interventions dans les centres de loisirs et les écoles

● ● L'ÉDUCATION DOIT VISER AU PLEIN ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNALITÉ HUMAINE ET DU SENS DE SA DIGNITÉ, RENFORCER LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES.»

### DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

2017 et ont permis de renforcer les dynamiques collectives des membres, notamment autour de la lutte contre le racisme. Plusieurs conférences sur les droits de l'enfant ont été organisées en partenariat avec la Maif. Le livret *Stop aux idées reçues sur les enfants personnes migrantes !*, produit avec le SNUipp/FSU et la FCPE, a été largement diffusé auprès des établissements scolaires et des centres de loisirs. Financé par l'Internationale de l'Éducation et rédigé avec la participation d'InfoMIE, il a été lancé à Angoulême en novembre 2017 auprès d'une classe UPE2A. Tiré du film *Ensemble, c'est possible !*, réalisé par Safy Nebbou, le coffret DVD sur l'éducation dans le monde avec ses 10 bonus a été diffusé à plus de 1 000 exemplaires, dans le cadre de partenariats avec des membres de Solidarité Laïque (SNUipp/FSU, GCU, Français du monde/ADFE, Mission laïque française...). Le jeu « Sur le chemin des droits de l'enfant », fruit d'un travail collectif de dix organisations membres, a servi de support à l'animation d'un forum pédagogique co-animé par les organisations membres et le groupe Droits de l'enfant le 20 novembre 2017. Ce forum s'inscrit dans un cycle de rencontres qui conduira à la production de maquettes pédagogiques collectives.

## DE NOUVEAUX PARTENAIRES POUR LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES

En partenariat avec la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, l'association a produit l'exposition « Immigrations » qui relate en 22 panneaux l'histoire de l'immigration en France depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Raconter les histoires de ces mouvements de populations, entre exodes, espoirs et déceptions, c'est raconter l'histoire commune, une histoire à valoriser pour lutter contre les préjugés, le racisme et les discriminations. Le partenariat avec le Musée de l'histoire de l'immigration a été consolidé par la diffusion de l'exposition « Frontières » qui aborde le rôle et les enjeux des frontières dans le monde et retrace les histoires singulières de ceux qui les traversent aujourd'hui. Solidarité Laïque a également renforcé ses liens avec l'Achac, groupe de recherche qui travaille sur l'histoire coloniale et postcoloniale. De Coluche à Picasso, en passant par Joséphine Baker et Django Reinhardt, la série *Artistes de France*, diffusée par les chaînes de France Télévision, a rendu hommage à toutes celles et ceux qui ont fait et font de la France une nation plurielle.

Animation réalisée en partenariat avec la MGEN. Lors des Fitdays, 15 000 enfants ont été sensibilisés aux droits de l'enfant.



### « DANS UN MONDE GUETTÉ PAR LA MONTÉE DE L'INDIVIDUALISME... »

**Philippe Meirieu,** pédagogue, parrain de la Rentrée solidaire

« ...et des communautarismes, face aux tentations de repli dans la consommation compulsive ou le radicalisme mortifère, engager nos enfants, dans toutes nos écoles, vers la découverte de la solidarité est absolument essentiel. Car la solidarité est, d'abord, un fait : que nous le voulions ou non, nous sommes solidaires sur une planète dont nous savons désormais les ressources limitées. C'est aussi une valeur porteuse d'avenir : il n'y a d'autre issue que dans le partage consenti et généreux de nos richesses matérielles et culturelles. C'est, enfin, un idéal capable de donner un sens à la vie : quand s'effondrent bien des grands récits et des

fausses promesses, il demeure le socle de tout engagement pour le bien commun.

« Pour faire accéder nos enfants à la solidarité, il faut, bien sûr, leur permettre de découvrir, à l'école, l'importance de la reconnaissance et du respect de l'autre, l'importance de la reconnaissance et du respect de l'altérité, fondamentalement de la laïcité. Il faut les former à l'empathie pour qu'ils refusent tout ce qui détruit l'humanité en eux et chez les autres. Il faut également leur montrer en quoi les connaissances qu'ils acquièrent s'inscrivent dans la longue émancipation des humains à l'égard de toutes les formes d'assujettissement. Mais il faut aussi leur donner les moyens de s'engager, à leur mesure, dans des actes de solidarité dont ils peuvent percevoir l'importance et la portée.

« Ne les laissons pas s'enfermer dans un égoïsme aveugle ou dans un pessimisme fataliste. Donnons-leur cette immense chance – pour eux, pour nous, pour le monde – de contribuer à faire reculer concrètement la misère et l'injustice. »



## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

DU 18 AU 26 MARS

Semaine d'éducation et d'action contre le racisme. Rencontres dans des établissements scolaires et des lieux alternatifs pour déconstruire les clichés liés aux migrations.

AVRIL 2017

Prix « C ton droit » avec la Mission Laïque française

D'AVRIL À JUILLET

Fitdays, 40 étapes proposées aux enfants, en partenariat avec la MGEN

MAI

Remise du PIEED, un Prix destiné à soutenir des initiatives d'étudiants qui veulent sensibiliser aux enjeux de l'ECSI.

MAI-JUIN

Festimaj, Festival international de films d'écoles.

DURANT L'ÉTÉ

Animations dans les centres de vacances. En lien avec nos partenaires et à destination des familles du dispositif « Vacances et Insertion ».

DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE

La « Rentrée solidaire » avec les enfants de Tunisie (voir p.30).

DU 17 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE

Festisol, le festival des solidarités. Projections-débats autour du court-métrage Ensemble, c'est possible !, réalisé par Safy Nebbou et de nombreuses autres animations

DU 26 AU 27 NOVEMBRE

Parcours de formation sur les migrations. Avec Étudiants et Développement.

DE NOVEMBRE À JUIN 2017

Parcours pédagogique « Sur le chemin des droits de l'enfant ».





## Tunisie

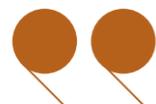
# Contre les inégalités, pour la dignité

### OBJECTIF EMPLOI

En 2011, les Tunisiens revendiquaient la liberté, l'accès à l'emploi et la dignité. Si de nouveaux droits ont été acquis, notamment pour les femmes, la question du chômage et des inégalités économiques et territoriales est loin d'être résolue : 270 000 jeunes tunisiens sont au chômage, 41 % des jeunes tunisiennes sont sans emploi. Le programme « Soyons actifs/actives » fédère désormais 77 organisations françaises et tunisiennes, associations, syndicats, collectivités territoriales et pouvoirs publics. Ce programme ambitieux au service du changement démocratique en Tunisie met en réseau des acteurs qui travaillent dans les territoires marginalisés et auprès des publics les plus en difficulté. 2017 a été l'année de la mise en œuvre opérationnelle des projets autour des axes suivants : démocratie et citoyenneté, éducation, insertion professionnelle et économie sociale et solidaire.

### L'ÉDUCATION, AU SERVICE D'UNE DÉMOCRATIE EN CONSTRUCTION

En Tunisie, 1 jeune sur 10 est « décrocheur » scolaire. Dans le cadre du programme, des cellules de veille sont organisées pour repérer l'absentéisme des jeunes au plus tôt. Un diagnostic a aussi été réalisé pour connaître les raisons de ce décrochage : éloignement de l'école, parents qui n'ont pas eux-mêmes été scolarisés, climat de violence dans les zones périurbaines, pauvreté des familles contraintes de faire travailler leurs enfants... Des projets sont d'ores et déjà en cours pour lever ces freins. Le déploiement de l'éducation populaire, complémentaire de l'école, constitue aussi un enjeu pour le pays. Des membres de Solidarité Laïque (Francas, Cemea et Ligue de l'enseignement) travaillent avec leurs partenaires tunisiens à la reconnaissance par l'État des associations qui forment



27 000 JEUNES SONT AU CHÔMAGE ET 1 JEUNE SUR 10 A QUITTÉ L'ÉCOLE PRÉMATURÉMENT. »

des animateurs socio-éducatifs. Leur rôle est fondamental pour accompagner les enfants en dehors de l'école, les éveiller à la citoyenneté tout en ouvrant de nouvelles perspectives professionnelles aux jeunes diplômés chômeurs.

### SENSIBILISER LES ENFANTS À LA DÉMOCRATIE

En attendant les prochaines élections locales, reportées depuis deux ans, les partenaires de Solidarité Laïque ont opéré un travail de sensibilisation auprès des jeunes et des femmes rurales caractérisés par leur fort taux d'abstention. Ce travail sur la citoyenneté a lieu aussi dans les écoles : avec les Scouts de Sfax au travers des élections de délégués de classe, de la co-écriture d'une charte du vivre ensemble, de conseils d'enfants... « Le processus démocratique doit aussi s'inscrire à l'école, explique Héla Nafti de la Ligue tunisienne de l'éducation. Par exemple, dans plusieurs établissements des conseils d'élèves ont débattu des priorités à mettre en œuvre pour améliorer la vie scolaire. Ici, il a été décidé d'électrifier la cour de l'école, là de créer un élevage de lapins ou d'équiper une bibliothèque... Tout cela constitue une expérience très concrète de la démocratie. »

### 3 CHIFFRES CLÉS

**77** organisations membres

**42** projets financés

**30 %** de diplômés chômeurs, dont **41 %** de femmes



### FOCUS « JE ME SUIS DIT QUE J'AVAIS AUTANT DE DROITS QUE MES FRÈRES »

LE TÉMOIGNAGE DE LEÏLA EST À L'IMAGE DE CELUI DES 243 AUTRES FEMMES, QUI ONT EN COMMUN D'AVOIR SUBI DES VIOLENCES ET D'AVOIR ÉTÉ ACCOMPAGNÉES PAR L'ATFD DURANT L'ANNÉE 2017.

« J'ai contacté l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), après une nouvelle nuit de violences. J'ai été prise en charge par un psychologue. J'allais vraiment très mal. Puis, j'ai rejoint un groupe de parole de femmes et suivi deux formations sur mes droits. Ça va vous étonner, mais je peux vous assurer qu'à 48 ans, c'était la première fois que je réalisais qu'en Tunisie la plupart

des femmes ne sont pas conscientes des discriminations dont elles sont victimes. De fil en aiguille, je me suis dit que j'avais autant de droits que mes frères et qu'ils devaient me restituer ma part d'héritage. Ce n'est pas fait, mais je n'ai pas l'intention de céder ! »

Grâce au soutien financier du programme « Soyons actifs/actives », les centres d'écoute ouverts pour ces femmes victimes de maltraitance ont développé de nouveaux volets à leur action en 2017. Au-delà du soutien psychologique, ils proposent des cours d'alphabétisation, des formations

aux droits civiques, au droit du travail et aux droits humains. Et, en lien avec d'autres membres du programme qui font de l'accompagnement auprès des personnes sans emploi, ils aident ces femmes à prendre leur autonomie, en les accompagnant dans l'élaboration de leur projet professionnel : formations, création d'activité entrepreneuriale, montage d'une coopérative, aide à la recherche d'un emploi... Les trois centres pilotes installés à Sousse, Ben Arous et Sfax offrent aujourd'hui bien plus qu'un havre de paix.



### 2 QUESTIONS À

**Souad Khallouli,** membre du programme « Soyons actifs/actives » et coordinatrice des projets ESS à l'UGTT

#### 01. Quel est l'enjeu du développement de l'économie sociale et solidaire pour la Tunisie ?

Elle peut être une réponse aux problèmes de chômage dans notre pays (plus de 15 %) et notamment chez les jeunes (30 %). En soutenant des structures d'artisanat local, des coopératives agricoles, des associations pour les personnes en situation de handicap, ce secteur constitue un vrai potentiel et un remède durable contre l'accroissement des inégalités. Le secteur public et le secteur privé n'arrivent pas à créer des services qui répondent aux besoins des personnes les plus vulnérables. L'économie sociale et solidaire constitue le bon cadre pour les acteurs qui souhaitent agir. Et pourtant, ce secteur ne constitue actuellement que 1 % du PIB en Tunisie, ce qui est très peu !

#### 02. Quels sont les freins à son développement ?

C'est un secteur encore peu connu et mal compris. Peu de gens savent par exemple ce qu'est une coopérative et comment la faire fonctionner. Faire connaître ce domaine pour le faire reconnaître est donc un enjeu. Il manque aussi un cadre global, une stratégie d'ensemble que seule une loi sur l'ESS permettra de poser. C'est pour cela que nous travaillons avec Solidarité Laïque à l'adoption de cette loi. L'essor de l'économie sociale et solidaire pourrait permettre, à terme, une croissance économique durable et inclusive en Tunisie. Et des dizaines de milliers de personnes pourront en profiter.

En attendant les prochaines élections locales, les partenaires de Solidarité Laïque ont sensibilisé enfants, jeunes et femmes en milieu rural.





# Maroc

## La jeunesse, actrice du changement

### EN ACTION POUR LA DÉMOCRATIE

Le programme « Jeunesse en action pour la démocratie » (JAD) est l'aboutissement d'un travail débuté voilà seize ans, et qui a fédéré 600 organisations de la société civile et des dizaines de collectivités territoriales. Il s'est clôturé en décembre 2017 lors d'un forum réunissant 150 acteurs associatifs, membres d'organisations de jeunesse et représentants des pouvoirs publics marocains et français. La rencontre s'est articulée autour de plusieurs ateliers : « Objectif du développement durable et jeunes », « Participation active des jeunes », « Valeurs de l'engagement », « Employabilité et économie sociale et solidaire ».

### 3 CHIFFRES CLÉS

DEPUIS SEIZE ANS :

**48** conseils de jeunes

**3** TYPES D'ACTEURS : organisations de jeunesse, associations, représentants des pouvoirs publics marocains et français.

**600** ORGANISATIONS de la société civile impliquées

CAFÉS CITOYENS, CRÉATION D'ESPACES VERTS... LES JEUNES MAROCAINS S'INVESTISSENT DANS LA VIE DE LEUR QUARTIER. »

### 48 CONSEILS DE JEUNES CITOYENS

Ils sont étudiants ou lycéens, jeunes diplômés chômeurs ou en activité, et leur souhait est de prendre part à la vie de la cité. Ils ont rejoint 48 conseils de jeunes soutenus par Solidarité Laïque et son partenaire le Remajec, le plus gros réseau pour la jeunesse au Maroc. Les 19 bourses accordées en 2017 ont soutenu des projets porteurs de lien social qui répondent aux objectifs des ODD : rénovation de quartiers, cafés

citoyens, création d'espaces verts, gestion raisonnée des déchets, sensibilisation à l'environnement dans les écoles et les centres aérés, distribution de « kits écolos » aux habitants...

### THE YOUNG MAROCCAN VOICE

Former les jeunes à la prise de parole politique, telle était la mission de la caravane « Young Moroccan Voice » qui a parcouru tout le pays durant neuf mois. La formation, conçue par l'association Amuddu de Taroudant, un membre du JAD, a bénéficié à 700 personnes. 80 clubs d'étudiants et conseils de jeunes ont aussi été accompagnés sur le montage de projets par Étudiants et Développement. Cette formation-action sur mesure a permis la transmission de savoir-faire stratégiques, financiers et logistiques, mais aussi de belles rencontres porteuses de projets citoyens.

### L'ÉCHANGE INTERCULTUREL, POUR TISSER DU LIEN

« J'agis, donc je suis », tout un programme ! Durant dix jours, des jeunes venus d'Allemagne, d'Inde, du Maroc et de France se sont réunis à Épinal autour d'un projet préparé par la Ligue de l'enseignement des Vosges. Leur point commun ? Avoir participé à des échanges interculturels ou en avoir organisé. Un clip sur la démocratie, produit à cette occasion, a été largement diffusé sur les réseaux sociaux. Tout au long de l'année, le JAD a aussi soutenu plusieurs chantiers de jeunes (voir p.35).



Échange de jeunes à Epinal, août 2017.



Faire entendre la voix des femmes, un défi démocratique.



Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [f](#) et [t](#) - 9 octobre 2017

### FOCUS UNE POUPONNIÈRE POUR LARACHE

14 FILLES ET GARÇONS DES QUARTIERS NORD DE MARSEILLE SONT PARTIS RÉHABILITER UNE POUPONNIÈRE DANS LA PROVINCE DE LARACHE, À 80 KM AU SUD DE TANGER. DEUX SEMAINES INTENSES POUR VIVRE LA SOLIDARITÉ ET LA RENCONTRE AVEC UN CONSEIL DE JEUNES MAROCAINS. REPORTAGE AUPRÈS DE CES NOUVEAUX AMBASSADEURS DE LA CITOYENNETÉ.

Ils préparaient ce voyage depuis neuf mois en lien étroit avec le conseil de jeunes de Larache. Pourtant, quand ce matin du 2 août 2017, ils ont embarqué avec leur sac à dos pour ce chantier solidaire, ils ne se doutaient pas que cette expérience allait à ce point les bousculer. Bien sûr, il y eut ces travaux très physiques sous le « cagnard » marocain pour aménager le jardin, construire des jeux pour les tout-petits, démonter les vieux meubles et monter le mobilier tout neuf... « Porter ensemble des sacs de ciment de 20 kilos, ça crée du lien ! », s'amuse Nabil, 19 ans, lycéen. Et après avoir sué sous le soleil pendant 15 jours, c'est satisfaisant de se retourner sur le boulot accompli... « Ce que confirme Nabila, puéricultrice à la pouponnière : « Quand ils sont arrivés, tout était vétuste et triste, et le jardin était un champ de bataille impraticable. Ils ont tout simplement métamorphosé la pouponnière, et cela, dans une ambiance qui nous a redynamisés ! »

« Aider, ça redonne du sens à la vie » L'intérêt avec la solidarité, c'est qu'elle va dans les deux sens. Pour les 4 filles et les 10 garçons qui ont mis la main à la pâte, l'expérience a laissé des traces. « Aider, ça redonne du sens à la vie. On se sent utile. C'est une chance pour moi d'avoir participé à cette expérience », souligne Islam, 19 ans, actuellement en formation pour devenir mécanicien. Durant le séjour, des temps ont été aménagés pour des débats et des rencontres interculturelles. « Les échanges sont allés bon train et les nuits étaient souvent courtes », témoigne Hocine Ben Saïd, responsable du projet et correspondant de Solidarité Laïque dans les Bouches-du-Rhône. D'autant qu'il n'était pas question de pratiquer la langue de bois. Au programme : port du voile dans les sociétés française et marocaine, radicalisation et prévention, utilité de l'éducation... « On a parlé vrai, on n'était pas toujours d'accord, mais on s'est posé les bonnes questions. Et depuis, je n'hésite plus à soulever ces sujets-là auprès de mes amis », Fatima, 18 ans, actuellement en formation secrétariat.

Parce qu'ouvrir les horizons, c'est ouvrir des perspectives, les organisateurs avaient aussi prévu des visites à Casablanca, Rabat, Tanger, et des rencontres avec les élus marocains. Cerise sur le gâteau, les jeunes ont pu participer à un mariage et à un baptême, temps festifs pour partager le meilleur, ce qui nous rassemble dans nos différences et nos ressemblances. « Tout le monde était ravi de cette expérience, et pour les jeunes de l'Estaque, ça a été très fédérateur. Ils ont souhaité au retour préparer le Festival des solidarités en novembre 2017. Et je peux vous dire qu'ils ont su mobiliser leurs copains ! », conclut Hocine Ben Saïd.

**Ce projet a été réalisé avec le soutien de Solidarité Laïque en partenariat avec la Ligue de l'enseignement des Bouches-du-Rhône. Il s'inscrit dans les objectifs du JAD (Jeunesse en action pour la démocratie), en partenariat avec le Remajec, aboutissement d'un programme dont Solidarité Laïque a été le chef de file durant seize ans.**



# Afrique de l'Ouest L'éducation, une clé pour lutter contre les dérives sectaires

## 170 ORGANISATIONS

En Afrique subsaharienne, 35 % des enfants ne sont pas scolarisés et un tiers des enseignants ne sont pas formés. Initié et soutenu par Solidarité Laïque, un grand réseau régional s'est mis en place. Celui-ci compte aujourd'hui plus de 170 organisations regroupées en six plateformes nationales : Mali, Burkina Faso, République de Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal Niger. Elles se rencontrent, échangent leur expertise, portent ensemble un plaidoyer pour l'éducation. Premiers bénéficiaires : les enfants, les jeunes et les femmes.

## PLUS FORTS ENSEMBLE

Avec l'ouverture à d'autres partenaires et ONG, la réintégration du Mali, puis l'entrée progressive du Tchad, de la Mauritanie et du Niger dans le programme, le choix d'un investissement massif sur les cinq pays du Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad) a été acté, renforçant considérablement le maillage régional. Alors que la France s'est engagée dans le G5 Sahel (G5S), qui vise à rétablir la paix dans la région par une réponse à la fois sécuritaire et éducative, cette décision érige en priorité l'accès à l'éducation.

## 3 CHIFFRES CLÉS

DEPUIS DOUZE ANS :

**170**  
ORGANISATIONS

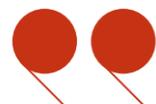
**73 430**  
acteurs de  
l'éducation  
formés

**494**  
micro-projets  
financés

## DES RÉSEAUX AUTONOMES ET INNOVANTS

Séminaire sur les ODD, rédaction de plans stratégiques, échanges sur les questions d'éducation à la citoyenneté... les réseaux ont travaillé d'arrache-pied pour soutenir la jeunesse africaine.

Les sessions de formation se sont poursuivies. Les expériences innovantes ont donné lieu à l'écriture de fiches pratiques à des fins de répliation, notamment sur les dimensions « genre » et « environnement ». Les partenaires ont continué à se mobiliser pour l'accès à l'éducation de qualité au cours de 69 rencontres thématiques. Quatre partenariats institutionnels ont été actés, dont un avec la Confemen, la Confédération des ministres de l'Éducation nationale des pays d'Afrique de l'Ouest. Cette reconnaissance institutionnelle a participé de façon visible à l'avancée des compétences en matière de plaidoyer, qui se sont concrétisées dans le cadre de la campagne mondiale contre la marchandisation de l'éducation.

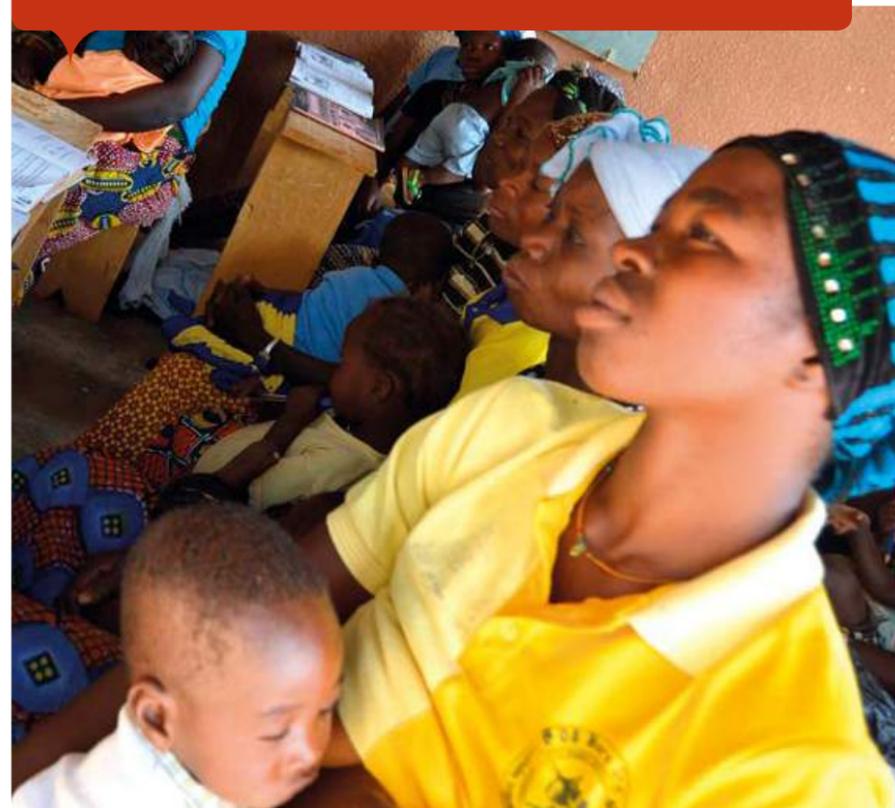


L'ÉDUCATION DONNE DES PERSPECTIVES  
D'AVENIR EN MATIÈRE DE CITOYENNETÉ.»

## DONNER UN AVENIR AUX JEUNES DES QUARTIERS DÉFAVORISÉS

Comment lutter contre les dérives sectaires et l'extrémisme violent ? Le nouveau programme « Compétences pour demain », qui succède à Top Eduq, s'adressera aux jeunes des banlieues des grandes métropoles. Ces zones périurbaines que rejoignent les migrants régionaux sont sous-équipées en infrastructures éducatives et socio-éducatives. Elles cumulent de multiples facteurs d'exclusion qui conduisent parfois à des violences extrêmes. « L'éducation formelle et non-formelle donne des perspectives d'avenir en matière de citoyenneté, d'employabilité et d'inclusion. C'est ce que le nouveau consortium constitué de Solidarité Laïque et de ses membres, d'Aide et Action et de Bibliothèques sans frontières développera. Il soutiendra des projets pour encourager des innovations technologiques, sociales et organisationnelles à fort impact social. Les jeunes y joueront un rôle central en tant que maillons entre deux générations », souligne Pascal Kouamé, le responsable Afrique de l'Ouest à Solidarité Laïque.

De jeunes mères poursuivent leur parcours d'alphabétisation.



Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [f](#) et [t](#) - 16 février 2017

## FOCUS PRENDRE EN CHARGE DES NOURRISSONS POUR FACILITER L'ALPHABÉTISATION DE LEUR MÈRE

AU BURKINA FASO, SEULS 52 % DES ADULTES SAVENT LIRE ET ÉCRIRE. L'ASSOCIATION PAG LA BIIG YIDGRI, MEMBRE DU PROGRAMME TOP EDUQ, ACCOMPAGNE DES JEUNES MAMANS POUR QU'ELLES NE SOIENT PAS EXCLUES DES PROGRAMMES D'ALPHABÉTISATION.

« Une femme alphabétisée et éduquée est une femme qui pourra subvenir à ses besoins, contribuer au développement de son pays et qui enverra à son tour ses enfants à l'école. C'est un cercle vertueux, à la fois individuel et collectif », explique Isidore Ouédraogo, le coordonnateur de l'association Pag la Biig Yidgri (APBY) qui gère une trentaine de centres permanents d'alphabétisation au Burkina Faso. Mais qu'en est-il de ces femmes qui viennent de mettre au monde un enfant ? « La plupart, même si elles ont été très assidues aux cours pendant plusieurs mois, décrochent une fois qu'elles ont accouché. Elles viennent au départ avec leur bébé en classe, mais peu à peu, l'absentéisme s'installe. » Avec le Rodeb, partenaire de Solidarité Laïque au Burkina Faso, un financement

a été accordé à la mise en place d'unités de prise en charge des nourrissons dans chaque centre d'alphabétisation.

« Quand j'arrive au centre d'alphabétisation, je confie mon bébé à une assistante maternelle et je peux pleinement me dédier à mes apprentissages. J'ai de la chance, car je connais beaucoup de jeunes filles qui voulaient vraiment se former mais qui ont tout abandonné après leur accouchement. Mais moi, je veux créer un atelier de fabrication de savon, et si je ne sais pas bien compter ni lire, autant dire que ce n'est même pas la peine d'en rêver ! », confie ainsi Amnata, une jeune femme de 19 ans dont la petite fille âgée de six mois est accueillie tous les matins au centre.



## 3 QUESTIONS À

**Pascal Kouamé,**  
responsable géographique  
Afrique de l'Ouest à  
Solidarité Laïque

### 01. L'Agence française de développement a annoncé le déblocage sur cinq ans de 200 millions d'euros pour les pays du G5 Sahel. De quoi s'agit-il ?

Le 2 juillet 2017 a été officiellement lancée la force du G5 Sahel, en présence des chefs d'État du Mali, du Tchad, de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso et de la France. Le souhait de combiner contre-terrorisme et aide au développement y a été clairement affirmé.

### 02. L'éducation a-t-elle été désignée comme une priorité ?

Oui, quatre domaines sont prioritaires : l'agriculture, la gouvernance et la justice, la lutte contre le changement climatique et l'éducation. Le directeur de l'Agence française de développement, Rémi Rioux, a précisé qu'il fallait aller vite, car « il y a urgence », notamment au Mali. Le nouveau programme « Compétences pour demain » participera de ce choix historique.

### 03. En quoi les orientations du nouveau programme « Compétence pour demain » sont-elles en phase avec cette décision ?

Nous travaillons pour les jeunes des périphéries urbaines, ces poches de pauvreté où se fabriquent, certes du désespoir porteur de haine et de violence, mais aussi des dynamiques nouvelles de réponses à ces différentes formes de ruptures. L'éducation à la citoyenneté, l'amélioration de la qualité de vie par l'éducation, la possibilité de développer l'employabilité et l'utilité sociale participeront de cette ambition de faire des pays du G5 Sahel un espace socialement prospère, innovant et en paix. Avec un enjeu majeur : l'inclusion des personnes migrantes.



# Haiti École publique : urgence !

## PERMETTRE LE RETOUR DES ENFANTS À L'ÉCOLE

En octobre 2016, l'ouragan Matthew a dévasté une partie du pays et privé 450 000 élèves haïtiens d'éducation. Solidarité Laïque, présente sur place depuis 20 ans, a pu lancer avec un consortium d'organisations françaises et haïtiennes un programme de post-urgence pour soutenir l'éducation. Dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud, 14 000 kits scolaires et 2 000 bourses sont en cours de distribution dans une dizaine de communes. À la fin 2017, 14 écoles avaient été reconstruites ou réhabilitées. Des cantines, des bibliothèques, des

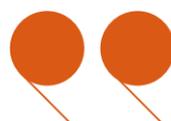
## 3 CHIFFRES CLÉS

  
**500 000**

ENFANTS ne sont pas scolarisés

**9** écoles **sur 10**  
sont privées

  
**30 000**  
BÉNÉFICIAIRES



COMMENT FAVORISER LA CONCERTATION, AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION ET IMPLIQUER LES POUVOIRS PUBLICS ? »

blocs sanitaires, des terrains de sport ont aussi été construits pour améliorer les conditions d'accueil.

## PLAIDOYER POUR UNE ÉCOLE PUBLIQUE GRATUITE ET DE QUALITÉ

Face à la croissance alarmante des acteurs privés, l'accès à une école publique de qualité, pour tous les enfants, est le défi relevé par les acteurs du programme « Tête Ensemble ». Les syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves et acteurs de la société civile impliqués dans le programme ont contribué à faire adopter la loi sur le Fonds national de l'éducation en septembre 2017, destiné à refinancer l'éducation. Prochain enjeu : influencer la mise en œuvre de ce fonds pour augmenter les ressources de l'éducation publique. En parallèle, ces organisations ont participé activement à la campagne mondiale contre la marchandisation de l'éducation (voir p.13).

Les trois organisations syndicales haïtiennes du programme ont formé 160 cadres syndicaux. Elles ont diffusé largement dans les 10 départements d'Haïti le *Guide syndical unitaire* réalisé en 2016 avec le SNUipp/FSU. Des financements ont aussi été accordés pour former aux techniques de communication et de plaidoyer.

## DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES MOBILISÉES COMME JAMAIS

Une des spécificités du programme « Tête Ensemble » est de favoriser la concertation entre tous les acteurs de l'éducation. Durant l'année, élèves, enseignants, parents d'élèves, syndicats, associations de jeunesse et de femmes, autorités locales et chambres de commerce ont fixé les priorités au sein de 5 communautés éducatives. Chacune a proposé des projets pour améliorer les conditions matérielles et la qualité de l'éducation publique : 7 projets ont été cofinancés par le programme pour des sommes allant de 20 000 à 70 000 euros. Par exemple, la communauté éducative de Port-au-Prince, avec l'accompagnement de la MGEN et du Réseau d'éducation à la solidarité, a conduit un projet sur l'amélioration des conditions d'hygiène et sanitaires, et l'éducation à la citoyenneté et à la santé dans 2 lycées et 4 écoles municipales. 7 000 élèves bénéficient de cette action et voient leur quotidien transformé.



« 14 ÉCOLES ONT ÉTÉ RECONSTRUITES  
OU RÉHABILITÉES. »

Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et  et  - le 16 mars 2017

## FOCUS DES JEUNES FILLES PRÉPARENT LEUR AVENIR GRÂCE À DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES QUI LUTTENT CONTRE LES STÉRÉOTYPES

AUX GONAÏVES, DANS LE NORD DE L'ÎLE, 40 JEUNES FILLES SE FORMENT AUJOURD'HUI À DES MÉTIERS « GENRÉS ». ELLES OUVRENT DES VOIES POUR LEUR AVENIR, MAIS PAS SEULEMENT.

Électricité, réfrigération, mécanique auto, construction... C'est à ces « métiers d'hommes » que se préparent depuis deux ans 40 jeunes filles qui ont répondu à un appel à projets lancé par Solidarité Laïque. « Sur les 40 étudiantes, une seule a décroché, mais on a réussi à la réintégrer en lui proposant de redoubler », explique le directeur de l'école. Un vrai succès que souligne Youssouf Cissé, chargé de l'évaluation finale du programme : « En procédant à la formation d'une quarantaine de jeunes filles, "Tête Ensemble" a contribué à leur ouvrir un horizon professionnel plus large, à agir sur les codes sociaux (...) en bousculant l'image et la perception que la société a de la jeune fille. »

« Le projet est né d'un partage de diagnostic entre chacune des parties prenantes ; la mairie et la Chambre de commerce ont fait un état des lieux sur les différents bassins d'emploi. Et, c'est en croisant celui-ci avec le constat de la vulnérabilité des jeunes femmes haïtiennes, souvent exclues de la vie

économique et sociale, qu'on en est arrivé ensemble à cette idée-là », explique Leandro Carignano, responsable géographique Caraïbes-Amérique latine à Solidarité Laïque. « Pour les jeunes filles, c'est un métier d'avenir à la clé, et pour la société haïtienne, c'est l'amorce d'un changement de mentalités, analyse Michelle Olivier, chargée de l'international au SNUipp-FSU et membre du programme. Ce sont de vraies pionnières, même s'il faudra ensuite qu'elles se battent pour obtenir le même salaire que les hommes. » En attendant leur diplôme, elles suivent en parallèle une formation à l'entrepreneuriat afin qu'elles aient le choix entre le salariat ou la création de leur entreprise. Un répertoire du tissu économique local a aussi été réalisé pour aider les jeunes à trouver un emploi et renforcer les liens entre les lycées professionnels et les entreprises locales.



Des étudiantes formées à des métiers considérés « masculins » préparent leur avenir professionnel.



## 3 QUESTIONS À

**Mathurin Jean Sonel,**  
directeur de l'école  
de Mont-Ogé

### 01. Votre école a été détruite par l'ouragan Matthew. Comment cela se passe depuis ?

 Pendant plusieurs mois, 320 élèves ont été privés d'éducation. Le problème est que l'État haïtien est intervenu, mais en construisant un hangar sans murs. Quand il pleut, la classe est inondée, et nous ne pouvons pas travailler. Jusqu'à présent, nous nous efforçons de tenir le coup et donnons le meilleur de nous-mêmes pour soutenir les familles de la région et accueillir leurs enfants. Nous avons passé les années 2016 et 2017 dans des conditions très difficiles, même chaotiques. Mais je suis déterminé, coûte que coûte, à faire fonctionner cette école !

### 02. Vous mettez six heures pour accéder à cette école très reculée. Qu'est-ce qui vous donne la force de continuer ?

 Mont-Ogé est une commune isolée dans la montagne et très difficile d'accès, je marche 6 heures aller-retour pour rejoindre l'école depuis Jérémie. Sans le soutien de Solidarité Laïque, je me serais senti très seul. Je retrouve l'espoir avec cette perspective de pouvoir reconstruire cette école qui me donne du courage. Il a donc fallu choisir des matériaux innovants, légers, facilement transportables et adaptés aux aléas climatiques de la région. Pour assurer la solidité et la longévité du bâtiment, des murs contreventés en béton et des grillages en acier assureront sa consolidation. C'est une excellente nouvelle pour nos élèves et leur famille.

### 03. Les gens du village se sont-ils impliqués dans le projet de reconstruction ?

 Les familles sont conscientes de l'importance de l'éducation pour l'avenir de notre pays. Il y a eu un élan de solidarité de tous : les villageois, les paysans et toute la communauté éducative se sont mobilisés pour soutenir ce projet de reconstruction. En 2018, ils participeront au transport de matériaux et au chantier.



# Colombie

## Vamos por la paz

### METTRE EN ŒUVRE LES ACCORDS DE PAIX

106 défenseurs des droits humains et leaders sociaux ont été assassinés en Colombie en 2017. Autant dire qu'après plus de 50 ans de conflits armés avec les FARC-EP, la signature historique des accords de paix ne signifie pas leur mise en œuvre immédiate. « La participation de la société civile pour apaiser les tensions est une nécessité et la garantie de non-répétition, explique Leandro Carignano, responsable géographique à Solidarité Laïque. Or, pour le moment, on est bien loin du compte. » Avec d'autres ONG, Solidarité Laïque a mené toute l'année un plaidoyer en faveur de la protection de ces personnes qui risquent leur vie pour bâtir une démocratie respectueuse des droits de chacun et de chacune.



POUR DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS, LES SOCIÉTÉS CIVILES ONT UN RÔLE ESSENTIEL À JOUER. »

### PLAIDOYER ET INITIATIVES DE TERRAIN

L'année 2017 a été marquée par le lancement du projet *Vamos por la paz*, « Ensemble pour la paix », qui réunit 14 organisations colombiennes et le Réseau France Colombie Solidarités, lui-même constitué de 13 organisations françaises. L'ensemble de ces acteurs, de tailles et de

### 4 CHIFFRES CLÉS

**1** DÉFENSEUR DES DROITS tué toutes les **48** heures

**13** PARTENAIRES français

natures différentes, soutiendra les initiatives en faveur de la paix auprès de la communauté internationale et du gouvernement colombien. Sur la côte pacifique, dans le Choco et le Cauca, régions les plus touchées par le conflit, des actions spécifiques seront conduites en direction des communautés locales. « On compte plus de 6 millions de déplacés depuis le début du conflit. Les organisations locales et la population mettent en place une profusion d'initiatives, parfois très originales, pour trouver des solutions à ces conflits enkystés, pour défendre ou reconquérir leur territoire et pacifier les tensions. Notre collectif franco-colombien identifiera ces actions et soutiendra celles qu'il jugera être les plus pertinentes. »

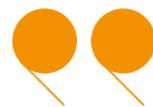
### L'ÉDUCATION, UNE ARME POUR LA PAIX ?

Parmi les acteurs de paix, la Fondation Enfance 2/32, partenaire depuis dix ans de Solidarité Laïque et membre du programme *Vamos por la paz*. Créé par un artiste, Jesús Calle, ce centre éducatif accueille 200 enfants que l'équipe de la Fondation accompagne du plus jeune âge à la sortie de l'adolescence. Soutien psychologique

**247** enfants accompagnés par la Fondation 2/32

**14** PARTENAIRES colombiens

et scolaire, suivi médical, activités artistiques, travail autour de la mémoire collective, sensibilisation aux droits de l'enfant... les bénévoles et professionnels qui encadrent les enfants « ont à cœur de leur donner les outils de leur émancipation qui passe par la capacité à connaître ses propres droits et ceux des autres. Autrement dit à se doter d'outils pour vivre en paix, souligne Jesús Calle. Et de notre capacité à panser des plaies souvent restées ouvertes dépend la construction de la paix ».



DANS UN PAYS OÙ CHAQUE PERSONNE A AU MOINS UN MEMBRE DE SA FAMILLE QUI A ÉTÉ VICTIME DE LA GUERRE, L'ÉDUCATION À LA PAIX S'IMPOSE COMME UNE URGENCE. »

Article paru sur [www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org) et [Facebook](#) et [Twitter](#) - 14 novembre 2017

### FOCUS DES ENFANTS CONSTRUISENT LA PAIX AVEC D'ANCIENS FARC ET PARAMILITAIRES

EN 2017, LA FONDATION ENFANCES 2/32 A PROPOSÉ AUX ENFANTS ET AUX ANCIENS GUÉRILLEROS UN PROJET CULTUREL QUI TRANSFORME LA HAINE EN DÉSIR DE PAIX. RÉCIT.

Lorsqu'on l'a informé que son centre éducatif avait été choisi par l'État pour accueillir d'anciens combattants des FARC, son fondateur Jesús Calle, a d'abord hésité. « En Colombie, toute personne a au moins un membre de sa famille qui a été victime des guérilleros ou des paramilitaires. Ce qui rend la réconciliation difficile, mais si l'on n'y travaille pas dès l'enfance, comment peut-on espérer construire une nouvelle société ? » Dès l'arrivée des 25 premiers anciens combattants, l'équipe pédagogique de la Fondation Enfance 2/32 fait le choix de « crever l'abcès ». « Nous avons demandé à chaque enfant de faire le portrait d'un de ses parents victime du conflit. Les portraits ont ensuite été exposés sur un "mur des victimes" que les enfants ont présenté

aux anciens FARC. » Prise de conscience, demande de pardon, remise du bâton de la paix... des actes symboliques sont alors accomplis lors d'une cérémonie officielle en présence des villageois, première étape d'une réinsertion pour ces garçons qui ont passé parfois plus de 25 ans dans le maquis. Depuis le lancement du projet, plus de 50 anciens combattants ont travaillé au sein de la Fondation, aux côtés des enfants victimes. « Nous contribuons à notre mesure à construire une nouvelle société. C'est aussi à cela que sert l'éducation : la capacité à se situer, à situer l'Autre sans l'enfermer et à rassembler les conditions pour mieux vivre ensemble avec nos différences et nos ressemblances. »



La « cérémonie pour la paix » qui rassemble d'anciens guérilleros et les enfants de la Fondation 2/32.



### 2 QUESTIONS À

**Maria Eugenia Ramirez Brisneda,** responsable du secteur des genres et des droits des femmes à l'ILSA, Institut latino-américain pour une société et des droits alternatifs

### CES FEMMES QUI LUTTENT POUR LEURS DROITS

Malgré la signature des accords de paix, les violences persistent à l'égard des femmes qui luttent pour vivre décemment sur leurs terres. Retour sur leur combat.

### 01. Qui sont ces femmes victimes de la guerre en Colombie ?

Les femmes représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population déplacée en Colombie. Nombre d'entre elles ont été expulsées de leurs terres, par des groupes armés mais aussi par des multinationales. Le problème est que ces femmes paysannes, indigènes, afro-descendantes ou lesbiennes ne possèdent que rarement les titres de propriété des terres où elles vivaient. Dans une société encore patriarcale et traditionnelle, faire reconnaître leurs droits est une véritable lutte qu'elles mènent avec détermination.

### 02. Les accords de paix ont-ils eu un effet positif pour les droits des femmes ?

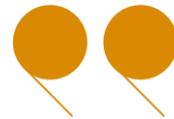
De nombreux mouvements de femmes ont participé aux négociations des accords de paix. Malgré cela, le chemin reste long pour la reconnaissance de leurs droits. Les accords, certes, reconnaissent que les femmes ont été davantage victimes que les hommes mais ils laissent encore de nombreuses questions ouvertes. Le jugement des crimes sexuels, l'accès à la terre pour les femmes, la protection des victimes... Plus une femme se renforce et lutte pour ses droits, plus elle court de risques et s'expose à des violences.



## Sri Lanka Favoriser l'éducation des tout-petits

### UN BILAN TRÈS POSITIF

Alors que les principales ONG françaises se sont retirées du Sri Lanka, Solidarité Laïque reste parmi les dernières à agir avec l'appui de la coopération française. Et en effet, après presque quinze ans d'actions initiées en post-urgence suite au passage du tsunami de 2004, nous laissons derrière nous une dynamique éducative importante, des relations solides entre les sociétés civiles et les autorités locales, et un syndicat d'enseignantes maternelles qui ne cesse de grandir. La campagne de plaidoyer en faveur de la pré-scolarisation et de la reconnaissance du statut des enseignantes maternelles a fédéré largement : associations de parents d'élèves, enseignants, associations de femmes... Elle a conduit à des recommandations qui ont été intégrées dans la nouvelle politique petite enfance : clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, actions spécifiques pour les enfants en situation de handicap, plan de renforcement des capacités des



SOUTENIR UNE DYNAMIQUE NATIONALE POUR ÉLARGIR LA SCOLARISATION DES MOINS DE 6 ANS. »

ministères de tutelles, coordination entre les services déconcentrés, prise en considération des enfants et des familles en situation vulnérable... Elle ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives, au-delà de la province de l'Est. Pour les enfants, c'est plus de chances de réussir leur scolarité.

### UN PROGRAMME ÉLARGI À L'ENSEMBLE DU PAYS

Avec l'appui de l'Agence française de développement et des donateurs de Solidarité Laïque, le prochain programme dupliquera donc à l'ensemble des provinces de Sri Lanka ce qui a été mis en œuvre avec succès dans la province de l'Est. « Le secteur de la petite enfance va se renforcer à l'échelle nationale, et c'est une très bonne nouvelle pour améliorer la qualité

de l'éducation sri lankaise pour toutes et tous », explique Alan Canonne, délégué aux actions de coopération internationale à Solidarité Laïque. Au Sri Lanka, les ministères de l'Éducation nationale, de la Famille et de la Santé qui ont fini par être partie prenante dans le programme précédent, vont soutenir cette dynamique pour que les enfants de moins de 6 ans puissent être plus nombreux à être scolarisés dans de meilleures conditions. Le financement et la question de la formation des enseignantes maternelles sont bien sûr cruciaux, ainsi que la reconnaissance de leur statut pour laquelle plaide déjà le premier syndicat constitué voilà trois ans.

### 3 CHIFFRES CLÉS



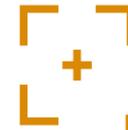
**60 000**  
enfants en  
pré-élémentaire



**25 000**  
FAMILLES  
BÉNÉFICIAIRES



**3 200**  
enseignantes  
maternelles  
syndiquées



### FOCUS DE L'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT

COMMENT FAIRE EN SORTE QUE, UNE FOIS L'URGENCE PASSÉE, LES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ NE SE RETIRENT PAS EN LAISSANT DERRIÈRE EUX DES POPULATIONS À PEINE REMISES DE LA CATASTROPHE, ALORS QUE LEURS BESOINS SONT ENCORE CRIANTS ?

Réhabilitation d'écoles, soutien psychologique en post-urgence, accompagnement des tout-petits... le travail collectif entamé après le tsunami a conduit Solidarité Laïque à tisser des partenariats durables avec plusieurs organisations de la société civile sri lankaises. Quand, dès 2009, la plupart des ONG au Sri Lanka cessaient leur intervention en post-urgence, Solidarité Laïque engageait un programme ambitieux pour l'éducation des tout-petits : formation d'enseignants maternels, sensibilisation sur l'importance

de l'éducation pour tous les enfants, dialogue avec les autorités locales et dynamisation des communautés villageoises... Les multiples actions terrain ont été adossées sur un plaidoyer pour une reconnaissance du statut des enseignantes maternelles. Ces dix ans d'action ont permis d'expérimenter le processus « Urgence Réhabilitation Développement » et de questionner la capacité des ONG à mieux se coordonner entre elles en cas de catastrophe pour préparer aussi l'avenir.

« Urgentistes et acteurs du développement doivent améliorer leurs interventions et réfléchir à leur complémentarité durant les différentes phases », explique Alain Canonne, délégué aux actions internationales à Solidarité Laïque. « Avec l'augmentation des crises cycliques et chroniques liées au dérèglement climatique, et les nombreux conflits intercommunautaires, avoir une réflexion autour des modalités d'actions les plus adaptées est aujourd'hui essentiel. »



### 2 QUESTIONS À

**Michelle Olivier,**  
secteur international  
au SNUipp-FSU et membre  
du programme Sri Lanka.

#### 01. Quels sont les freins au développement du secteur de la petite enfance au Sri Lanka ?

Il y a plusieurs. Au Sri Lanka, les écoles maternelles sont majoritairement privées. Elles sont gérées par des associations, des organisations religieuses qui délivrent elles-mêmes des diplômes. Il n'y a pas de formation officielle organisée par l'État. Faute de moyens et de volonté politique, ce secteur est délaissé. Or défendre un secteur public de la petite enfance, c'est avoir l'ambition d'offrir à tous les enfants une éducation dès le plus jeune âge. C'est l'avenir du pays qui se joue. Après le tsunami de 2004, il faut reconstruire dans la durée. Les acteurs en ont conscience.

#### 02. Quelle place joue le syndicalisme dans le développement de ce secteur ?

Les enseignantes de petite enfance que j'ai pu rencontrer sur place sont convaincues que les améliorations passeront par l'émergence d'un syndicat fort. Elles sont conscientes qu'il y a un rapport de force à construire au niveau local et au niveau national pour faire avancer cette ambition d'un secteur public fort de la petite enfance. Nous avons travaillé ensemble sur les questions de gouvernance et sur la communication avec les acteurs de l'éducation. Ils sont très déterminés à mener ce combat et nous faisons notre possible pour les appuyer dans la durée.

Dans une école maternelle, dans le district de Trincomalee, à l'est du Sri Lanka.





# LE PARRAINAGE ÉDUCATIF

## LIBAN

Au Liban, nos parrains soutiennent 21 jeunes aux Jardins de la Paix de Saïda, gérés par l'organisation Tadamoun Wa Tanmia, partenaire de Solidarité Laïque depuis 30 ans. Ouvert à tous et à toutes, quelles que soient les confessions – une exception au Liban –, ce centre accueille une quarantaine d'enfants, de jeunes et d'adultes en situation de handicap psychique et mental et leur propose un cadre éducatif inclusif. Encadrés par une équipe de salariés et de bénévoles formés à l'éducation spécialisée, les enfants reçoivent une formation scolaire initiale et apprennent également les bases de l'autonomie : hygiène, habillage, activités motrices... Les programmes sont individualisés et adaptés aux besoins de chacun. Des rencontres avec l'extérieur et de nombreuses manifestations culturelles ou sportives sont également régulièrement organisées dans un souci d'ouverture et de sensibilisation de la population. Des ateliers de formation en couture et cuisine sont proposés aux plus âgés. La question du vivre ensemble y est très présente. En effet, ce centre a été fondé dans un esprit laïque par des personnes issues de plusieurs communautés religieuses ou séculières. Il accueille les personnes vulnérables qui s'y présentent, quelles que soient les origines et les croyances.



LE PARRAINAGE CHANGE DES TRAJECTOIRES DE VIE. SANS LES PARRAINS, CES ENFANTS N'AURAIENT PAS LA POSSIBILITÉ D'ALLER À L'ÉCOLE. »

## ÉLIANE MILLET, BÉNÉVOLE PARRAINAGE À SOLIDARITÉ LAÏQUE

## SÉNÉGAL

Le centre Estel (Établissement spécialisé technique d'expression et de loisirs), près de Dakar, vient en aide aux enfants et aux jeunes adultes en situation de handicap souvent considéré comme une malédiction. Il défend les droits de ces enfants et se bat pour leur offrir un cadre et une éducation adaptés à leurs besoins. L'association accueille maintenant une trentaine d'enfants dont 16 en situation de handicap mental : autisme, trisomie 21, psychose et déficiences mentales profondes. Plus de 20 salariés y travaillent et encadrent ces jeunes pour les scolariser, les socialiser. Ces enfants participent à diverses activités : apprentissage de base, alphabétisation et numération, activités artistiques, sports et autres activités ludiques.

## BÉNIN

Le Conseil des activités éducatives du Bénin (CAEB) centre ses activités sur l'enfant et l'adolescent et sur l'accès à l'éducation pour tous. De la recherche pédagogique pour une éducation adéquate et adaptée à l'organisation de centres de vacances en passant par la formation d'enseignants, tout est mis en œuvre pour développer une éducation de qualité. Grâce aux parrains et marraines qui s'investissent à nos côtés, le CAEB apporte à 165 enfants et jeunes en difficultés, majoritairement des filles, âgés de 8 à 26 ans, une aide financière pour couvrir leurs frais scolaires, alimentaires et de santé. En plus de la scolarisation, les filleuls sont intégrés à des centres de vacances et dans des échanges interscolaires afin de leur faire découvrir d'autres perspectives. En 2017, des jeunes qui avaient été parrainés depuis leur petite enfance ont trouvé leur autonomie avec une licence ou un master en poche. Ils sont issus de familles en grande difficulté sociale.

## BURKINA FASO

L'association Dikoson, de Tiébélé, au sud du Burkina Faso, œuvre pour le développement agricole et la transmission culturelle et traditionnelle. Depuis toujours, elle cherche à favoriser le travail des femmes en les impliquant dans leurs activités à tous les niveaux. En 2003, Dikoson a mis en place un

parrainage pour permettre aux enfants défavorisés d'accéder à l'éducation. Aujourd'hui, ce sont 68 enfants qui sont accompagnés, en partenariat avec Solidarité Laïque.

L'association Bénébnooma, implantée à Koudougou, au centre du pays, accueille 200 filleuls, avec une majorité de filles. Elle suit tout au long de leur scolarité ou de leurs apprentissages les enfants parrainés et les guide dans le choix de leur vie professionnelle. L'association est particulièrement attentive à la scolarité des filles.

## HAÏTI

Dans le département de la Grand'Anse, le foyer de Roseaux accueille les

enfants orphelins ou issus de familles particulièrement démunies. Cette année, 14 nouveaux enfants ont été parrainés, ce qui porte à 47 le nombre de filleuls et filleules âgés de 4 à 20 ans. Du fait du coût de la vie élevé en Haïti, un repas par jour est servi à tous les enfants qui fréquentent le centre. Trois d'entre eux, orphelins, y sont logés. Les autres regagnent leur domicile à la fin de la journée et reçoivent un kit de toilette chaque mois ainsi qu'un kit de lessive tous les vendredis. Le centre prend ainsi en charge de manière égale les besoins de santé, d'hygiène, d'alimentation et d'éducation de tous les enfants qu'il soutient.

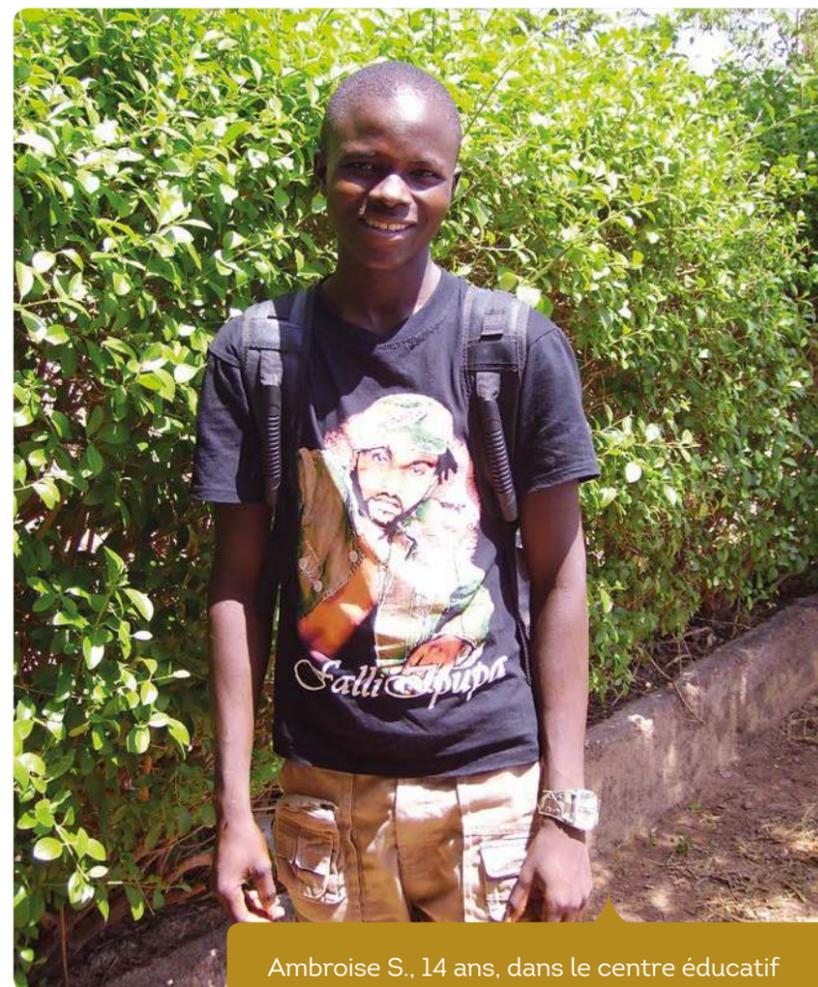


## REPÈRES

Plus de 600 enfants bénéficient d'un parrainage éducatif. Ils sont accompagnés par neuf partenaires historiques de Solidarité Laïque, pour la plupart intégrés dans les programmes pluriacteurs de l'association. Tous sont attachés aux mêmes valeurs essentielles qui ont fondé Solidarité Laïque : l'éducation, la solidarité et la capacité à vivre ensemble avec les différences.

Ces parrainages représentent un accompagnement personnalisé, médical, social et éducatif. Ils s'adressent en priorité à des enfants orphelins ou qui vivent dans des familles pauvres ou déplacées. Une aide à l'alimentation est proposée, soit sous forme de repas servis aux enfants le midi, de denrées alimentaires ou encore de pensions remises aux familles. L'accompagnement est durable. Ainsi, quand ces enfants grandissent, ils peuvent être suivis dans leur formation professionnelle ou leurs études supérieures, si les parrains souhaitent maintenir l'accompagnement.

Une attention particulière est réservée :  
 – à l'éducation des filles qui n'ont généralement pas la priorité sur leurs frères lorsque les parents sont obligés de faire des choix.  
 – aux enfants et aux jeunes en situation de handicap. L'accompagnement des professionnels leur permet de bénéficier d'une éducation inclusive dans un cadre bienveillant. Selon le niveau du handicap, des formations professionnalisantes ou des apprentissages adaptés leur sont proposés. Dans chacun de ces centres, l'éducation aux droits (de l'enfant, des femmes, au travail décent, à la différence, aux loisirs...) est une constante. Cette sensibilisation qui passe par le « faire ensemble », la découverte du respect de soi et de l'autre, est un levier pour transformer la société.



Ambroise S., 14 ans, dans le centre éducatif Bénébnooma (Koudougou, Burkina Faso).

## COLOMBIE

Un artiste peintre a créé voilà onze ans la fondation Enfances 2/32 pour protéger les enfants les plus défavorisés de Pereira. Leur famille a souvent fui les conflits et se retrouve sans revenus dans cette grande ville. Son objectif est de garantir, promouvoir et diffuser les droits des enfants. Solidarité Laïque, grâce aux parrains, peut offrir aux 130 enfants de la fondation Enfances 2/32 des conditions de vie décentes : alimentation, habillage, santé leur sont accessibles au centre. L'association prend en charge l'ensemble de leur scolarisation, qui comprend l'achat de fournitures, de livres, le soutien scolaire et une aide adaptée aux difficultés de chacun à l'apprentissage. Afin de favoriser l'ouverture au monde et le développement personnel des enfants, des activités autour de l'art, de la culture et du sport sont régulièrement organisées au sein du centre et à l'extérieur.



QUI PEUT IMAGINER CONSTRUIRE UN AVENIR SANS ALLER À L'ÉCOLE ? LES PARRAINS ET MARRAINES RENDENT POSSIBLE CETTE SCOLARITÉ QUI EST ENCORE, MÊME DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES, HORS DE PORTÉE POUR CERTAINES FAMILLES. »

**ANNIE BERTRAND, BÉNÉVOLE À SOLIDARITÉ LAÏQUE POUR LE PARRAINAGE**



## FOCUS UNE ÉQUIPE DE BÉNÉVOLES DÉDIÉE AU PARRAINAGE

L'ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES QUI SUIVENT LES ENFANTS PARRAINÉS ET LEURS PARRAINS OU MARRAINES ASSURE UN SUIVI PERSONNALISÉ DE CHAQUE ENFANT ET LIMITE LES FRAIS DE GESTION, AU BÉNÉFICE DU FINANCEMENT DE CET ACCOMPAGNEMENT.

Elles sont une petite dizaine à venir plusieurs fois par semaine pour suivre la relation entre les filleuls et filleules, leur parrain ou marraine et les centres éducatifs partenaires. Bénévoles, elles connaissent chacun des enfants qui ont été intégrés dans le programme de parrainage avec nos centres éducatifs. Marcus Onolundula, nouveau salarié à Solidarité Laïque, en témoigne : « Quand je suis allé au centre Rozo à Haïti, je n'en revenais pas de voir Eliane saluer chacun des enfants, en

*félicitant certains, en grondant d'autres parce qu'ils ne travaillaient pas assez. Je pense que ça n'existe nulle part ailleurs ».* Cet engagement bénévole permet de limiter les coûts administratifs liés au parrainage. L'argent donné par les parrains et marraines sert ainsi directement à l'accompagnement éducatif, social et sanitaire. Merci à Annie, aux deux Françoise, à Eliane, Florence, Claudine et Monique.



Réunion des bénévoles du parrainage au siège de l'association, en présence du délégué général et de la présidente.

Un film qui retrace différents parcours d'enfants parrainés.



## 4 QUESTIONS À

**Blandine Ky,**  
directrice du centre  
Benebnooma

**SCOLARISER DES ENFANTS DES RUES.**  
Tel était le projet initial de Benebnooma (« l'union fait la force », en moré) qui, depuis a élargi son ambition. Au Burkina Faso, Solidarité Laïque en a fait son partenaire. Explications de sa directrice, Blandine Ky.

**01. Le centre Benebnooma parraine 200 orphelins. Comment vont-ils ?**

Il y a des enfants qui vont bien car ils fréquentent l'école, sont suivis sur le plan sanitaire, et mangent à leur faim. En effet, une partie du soutien financier est utilisée pour acheter des denrées que l'on remet directement à leur famille. Sans leurs

parrains de Solidarité Laïque, il est certain que 9 sur 10 n'iraient pas à l'école, ils travailleraient et n'auraient pas toujours un repas par jour. Une assistante sociale détachée partiellement de la fonction publique assure leur suivi et règle chaque jour les difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent.

**02. On dit souvent qu'il ne suffit pas de scolariser les enfants pour qu'ils restent à l'école, pourquoi ?**

Parce que quand les parents ou les adultes qui accueillent ces enfants orphelins ne sont pas allés à l'école, ils ne mesurent pas l'importance de la scolarisation. Beaucoup disent encore que « l'école est faite pour les fainéants ». Et surtout, un enfant qui va à l'école est un enfant qui ne travaille pas et ce sera autant d'argent en moins. D'où l'importance d'apporter une motivation et des denrées alimentaires dans le cadre du parrainage.



Deo G., 9 ans, scolarisé au CAEB (Bénin), écrit à son parrain.

**03. Que mettez-vous alors en œuvre pour lutter contre cette déperdition scolaire ?**

Nous avons une radio communautaire très écoutée par les adultes. Sur Radio Palabres, dans toutes nos langues, toute la journée du jeudi est consacrée à l'éducation : conseils, témoignages, mais aussi lien entre enseignants et parents dans une région où les nouvelles technologies – même le téléphone – sont loin d'être la règle. Ça fonctionne très bien au point que, lors du dernier appel pour la vaccination des enfants, le médecin a été débordé. Peu à peu, les parents comprennent pourquoi un enfant éduqué est un enfant qui deviendra plus libre demain.

**04. Y a-t-il des enfants qui attendent un parrain ?**

Oui, on a une cinquantaine d'enfants qui attendent. Nous espérons que Solidarité Laïque trouvera de nouveaux parrains-marraines.



# METTRE EN ŒUVRE

Solidarité Laïque est un collectif de 50 organisations membres. Ces associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats sont majoritairement liés à l'éducation et à l'économie sociale et solidaire. Par l'éducation, elles entendent lutter contre les exclusions en France et dans le monde.



## Vie de l'association

# Une union active, une gouvernance transparente

### UNE NOUVELLE PRÉSIDENTE

Lors de l'assemblée générale du 9 juin 2017, une présidente, Anne-Marie Harster, membre du bureau national de la MGEN, a été élue. Elle a succédé à Dominique Thys, de la Maif. La gouvernance de Solidarité Laïque fonctionne en toute transparence, sous le regard attentif du comité de la Charte du don en confiance. « L'animation des cinq familles d'acteurs, associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats qui sont déterminés à lutter contre les inégalités par l'éducation est un défi que Dominique Thys a relevé avec

*brio », a souligné Anne-Marie Harster. « J'entends poursuivre ce travail dans la transparence pour que les mouvements d'éducation populaire, les mouvements pédagogiques et philosophiques, les parents d'élèves, les syndicats et les acteurs de l'économie sociale et solidaire puissent ensemble travailler à la mise en œuvre concrète de ces valeurs universelles que nous portons tous. »*

### DES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES ACTIVES

Très impliqués, les délégués départementaux et leur équipe constituée de représentants

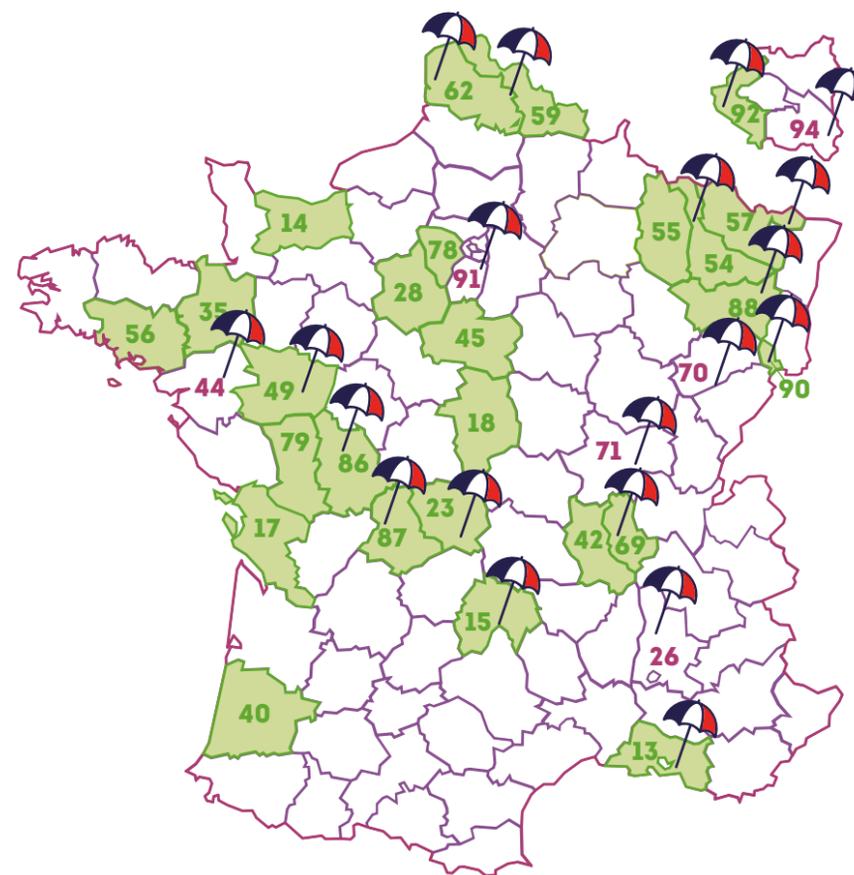
des sections ou des délégations départementales de nos organisations membres, continuent de porter les actions et les messages qui font notre union. Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, promotion des droits de l'enfant, rencontres-débats grand public, collectes d'urgence et repérage de familles en difficulté pour leur proposer un accompagnement social et des départs en vacances constituent l'essentiel de leurs actions. Trois nouvelles délégations départementales (14, 35, 79) ont rejoint le réseau territorial du collectif.

### 20 structures impliquées dans le dispositif « Vacances et Insertion »

- 13- Bouches-du-Rhône
- 15- Cantal
- 23- Creuse
- 26- Drôme
- 44- Loire-Atlantique
- 49- Maine-et-Loire
- 54- Meurthe-et-Moselle
- 57- Moselle
- 59- Nord
- 62- Pas-de-Calais
- 69- Rhône
- 70- Haute Saône
- 71- Saône et Loire
- 86- Vienne
- 87- Haute-Vienne
- 88- Vosges
- 90- Territoire de Belfort
- 91- Essonne
- 92- Hauts-de-Seine
- 94- Val-de-Marne

### 26 structures impliquées dans les autres actions

- 13- Bouches-du-Rhône
- 14- Calvados
- 15- Cantal
- 17- Charente-Maritime
- 18- Cher
- 23- Creuse
- 28- Eure-et-Loir
- 35- Ille-et-Vilaine
- 40- Landes
- 42- Loire
- 45- Loiret
- 49- Maine-et-Loire
- 54- Meurthe-et-Moselle
- 55- Meuse
- 56- Morbihan
- 57- Moselle
- 59- Nord
- 62- Pas-de-Calais
- 69- Rhône
- 78- Yvelines
- 79- Deux-Sèvres
- 86- Vienne
- 87- Haute-Vienne
- 88- Vosges
- 90- Territoire de Belfort
- 92- Hauts-de-Seine



3 NOUVELLES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES ONT REJOINT LE RÉSEAU TERRITORIAL. »



Structures impliquées dans le dispositif « Vacances et Insertion »



Structures impliquées dans les autres actions (Rentrée solidaire, microprojets, Partenariat éducatif de solidarité internationale, Éducation à la citoyenneté, Pas d'éducation pas d'avenir, communication et appels à dons).

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### LE BUREAU

**Présidente**  
Anne-Marie Harster  
MGEN

**Vice-présidente**  
Dominique Fouchard  
CASDEN

**Vice-président**  
Jean-Michel Ducomte  
Ligue de l'enseignement

**Vice-président**  
Jacques Durand  
JPA

**Secrétaire générale**  
Isabelle Palançon  
Céméa

**Secrétaire général adjoint**  
Yann Renault  
Francas

**Trésorier**  
Robert Rio  
Adhérent individuel

Isabelle Maupin  
MAIF

Jackie Fonfria  
Arts et Vie

Alain Monot  
MAE

#### LES ADMINISTRATEURS

Patrick Devos  
GODF

Karine Autissier  
UNSA Éducation

Michel Salingue  
FGR

Jean-Pierre Cuvelier  
GREF

Noëlle Beau  
Prévention MAIF

Pierre Gauthier  
FAS

Jean-Louis Sabatié  
FMD/ADFE

Rémy Sirvent  
SE UNSA

Bernard Hidenoch  
Adosen

Arnaud Lemaitre  
FSU

Stéphane Fouéré  
FCPE

Michel Debon  
SGEN-CFDT

Claude Dufresne  
Alefa

Jean-Pierre Poletto  
OCCE

Agnès Bathiany  
FG-PEP

Francis Barbe  
SNUipp/FSU

Monique Beyssens  
Apajh

Françoise Mouglin  
Entraide universitaire

Thibaut Renaudin  
AFEV

Roger Pithion  
Mission laïque française



## Équipe salariée et bénévole L'engagement au quotidien

### CLAP DE FIN, ÇA TOURNE !

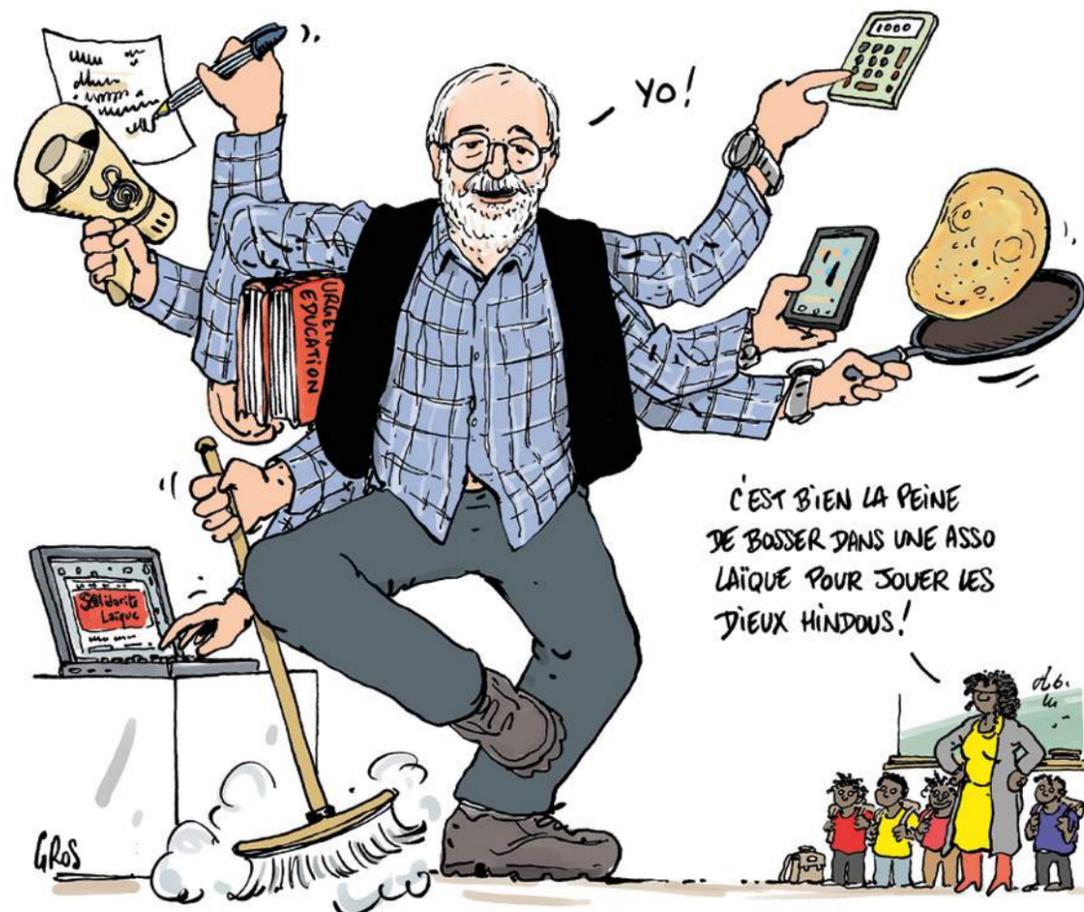
Hasard du calendrier, ma vie professionnelle, toujours considérée comme une vie militante pour le meilleur et le moins bon, s'arrête en 2018, cinquante ans après mes premiers émois politiques en mai 68. N'en déplaise à un ex-président de la République qui voulait en liquider l'héritage, cette période a fait lever un vent de liberté qui souffle encore aujourd'hui. Vie militante comme vie agissante qui m'a permis de rencontrer de Grands Hommes : Madiba à sa sortie de prison, symbole de la lutte

contre l'apartheid, Sankara qui a rendu sa dignité au peuple burkinabé avant d'être assassiné, mais également, autre privilège, des inconnues et des inconnus qui, sur les décombres de Port-au-Prince ou dans la vallée du Panshir, dans les quartiers nord de Marseille ou de Belfort, ont la résilience chevillée au corps pour mieux rebondir après un séisme, une attaque armée ou, plus simplement, pour mieux lutter contre la misère et les injustices.

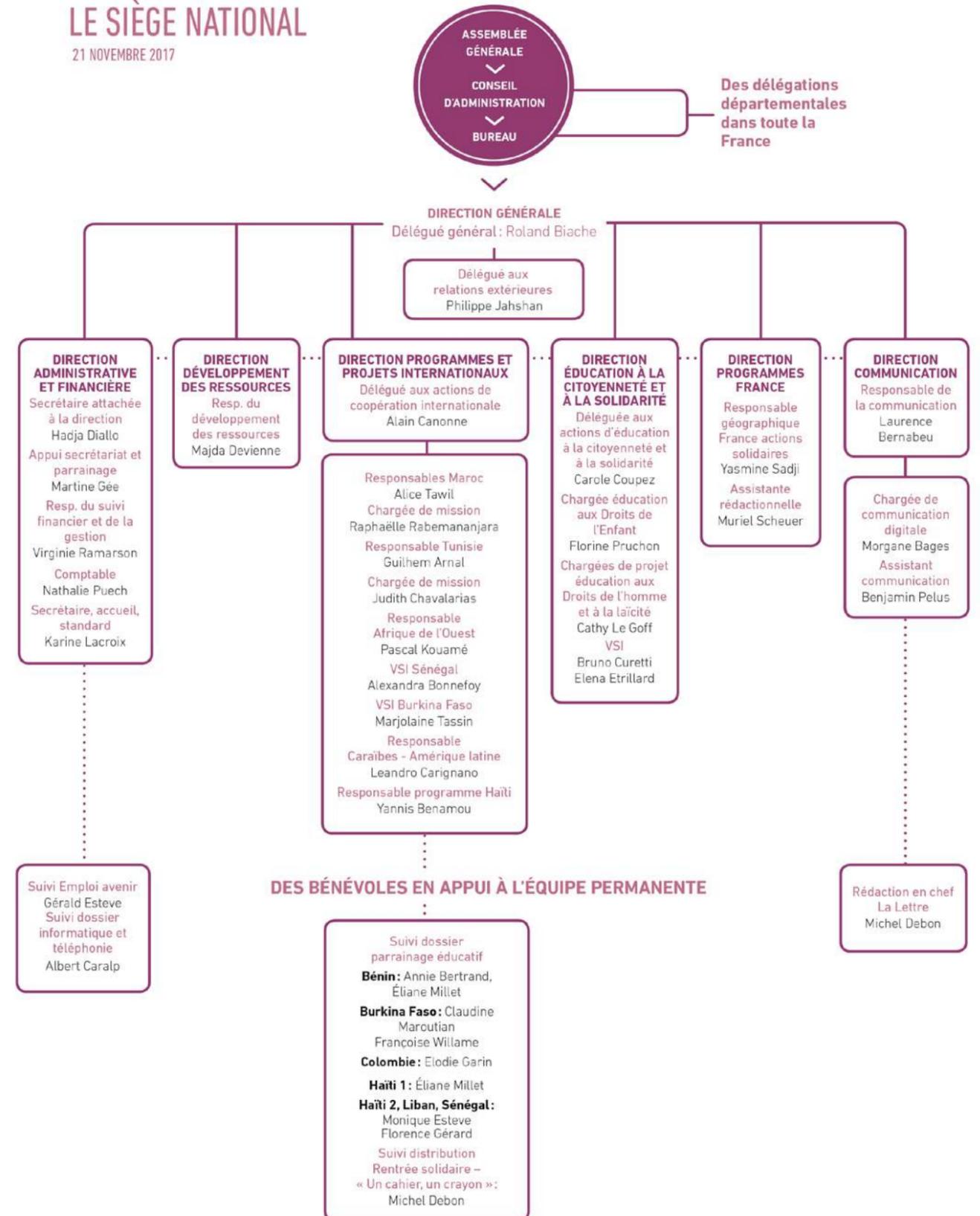
Au siège de l'Union ou dans les délégations territoriales, bénévoles, salariées et salariés, toutes et tous

militantes et militants de l'éducation qui émancipe, qui fait grandir... chacune et chacun avec ses outils, ses compétences, ses envies, ses utopies... celles et ceux rencontrés tout au long de ces dix-huit ans de présence ont participé à l'élévation de l'édifice, de la maison commune. Qu'ils et elles en soient remerciés.

**Roland Biache, Délégué général de Solidarité Laïque**



### LE SIÈGE NATIONAL 21 NOVEMBRE 2017



# COMPTE EMPLOI DES RESSOURCES (CER) EN 2017

## ACTIONS DE SOLIDARITE

National : 21 % des nos missions sociales

Action Solidaire - action de plaidoyer - action d'urgence

International : 79 % de nos missions sociales, notamment en

Afrique : Burkina, Bénin, Cameroun, Mali, Sénégal...  
Asie : Sri Lanka Bassin méditerranéen : Maroc, Tunisie, Liban... Caraïbes et Amérique Latine : Haïti, Colombie... Europe de l'Est : Moldavie... Programmes et micro-projets : label amip, pepa pesi

Financés par la générosité publique

37 % des dons collectés

14% des charges totales de l'exercice

Fonds dédiés sur subventions et dons reçus en 2017 pour les missions sociales

## Valorisation (en emplois et ressources)

Du temps de travail consacré aux missions sociales, à la recherche de fonds et au fonctionnement du siège et des délégations départementales. Mise à disposition gratuite des biens et services tels : salle de réunion, insertion annonce, prêts d'adresses...

EMPLOIS	Emplois de N = compte de résultats	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public sur N
1- MISSIONS SOCIALES (ST1)	3 845 133 €	1 262 823 €
<b>1.1 Réalisées en France</b>	793 199 €	327 808 €
Actions réalisées directement	556 784 €	91 394 €
Versements à d'autres organismes agissant en France	236 415 €	236 414 €
<b>1.2 Réalisées à l'étranger</b>	3 051 934 €	935 015 €
Actions réalisées directement	900 129 €	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	2 151 804 €	935 015 €
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS (ST2)	822 018 €	822 018 €
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	822 018 €	822 018 €
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3 Chargés liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT (ST3)	828 974 €	232 251 €
<b>T3 = ST1+ST2+ST3</b>	5 496 125 €	2 317 092 €
I- Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	5 496 125 €	
II - Dotations au provisions		
III- Engagements à réaliser sur les ressources affectées	593 139 €	
IV- Excédent de ressources de l'exercice		
<b>TOTAL GENERAL</b>	6 089 264 €	
V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public (T5)		
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public (T5bis)		
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public (T6 = T3+T5+T5bis)		2 317 092 €
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Personnel bénévole	221 948 €	
Mise à disposition gratuite biens et services	146 914 €	
Secours en nature	- €	
<b>TOTAL</b>	368 862 €	

RESSOURCES	Ressources collectées sur N = compte de résultat	Suivi de ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
REPORTS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DEBUT D'EXERCICE (T1)		339 518 €
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (T2)	2 201 276 €	2 201 277 €
<b>1.1 Dons et legs collectés</b>	2 198 996 €	2 198 997 €
Dons manuels non affectés	1 673 564 €	1 673 564 €
Dons manuels affectés	433 555 €	433 555 €
Legs et autres libéralités non affectés	1 000 €	1 000 €
Legs et autres libéralités affectés	90 878 €	90 878 €
<b>1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public</b>	2 280 €	2 280 €
2- AUTRES FONDS PRIVES	325 735 €	
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 962 978 €	
4- AUTRES PRODUITS	156 200 €	
I- Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	5 646 189 €	
II- Reprises des provisions		
III- Report des ressources affectés non utilisés des exercices antérieurs	327 259 €	
IV- Variation des fonds dédiés collectés auprès du public (T4)		
V- Insuffisance de ressources de l'exercice	115 816 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	6 089 264 €	2 201 277 €
VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public (T6)		2 317 092 €
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice (T7 = T1+T2+T4-T6)		223 703 €
Bénévolat	221 948 €	
Prestation en nature	146 914 €	
Dons en nature	- €	
<b>TOTAL</b>	368 862 €	

Dons disponibles fin 2016

36% des ressources totales

76 % sans affectation prédéfinie

20 % pour des actions précises

Legs : 4 % de la collecte

5 % Cotisations des adhérents et contributions volontaires

49 % des ressources totales

3 % des ressources totales : prestations, vente OP, transferts de charges et divers produits

Utilisation en 2017, pour les actions, des fonds dédiés constitués antérieurement et/ou réaffectations à d'autres programmes

Total des dons et libéralités collectés en 2017

Montant des dons utilisés en 2017



# Éduquées aujourd'hui, plus libres demain

[www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org)



## COLLECTIFS

AEDE / AFF / Association française des fundraisers / Campagne Éthique sur l'étiquette / Campagne mondiale pour l'Éducation / Coalition Éducation / Comité de la Charte / Coordination Sud / Éducasol / Festisol / France-Colombie-Solidarité / France-Haïti / Eurochild / F3E / France Générosités / France Volontaires / InfoMIE / L'Esper / PS Eau / REF / Solidar

## MEMBRES

Adosen / Prévention Santé MGEN / Afev / Agir ABCD / Alefpa / Animafac / APAJH / Fédération des Aroeven / Arts et Vie / Casden-BP / Ceméa / CGT-FO / Edu4free / EEDF / Entraide universitaire / ESPLF / FAS-USU / FCPE / FDDEN / Fédération du droit humain / Fédération générale des PEP / FGR-FP / Fondation Up / Fondation Macif / Français du monde (ADFE) / Francas / FSU / FPCR / GODF / GREF / GCU / JPA / Ligue de l'enseignement / Ligue des droits de l'Homme / MAE / MAE solidarité / MAEE / MAIF / MGEN / Mission laïque française / Mutuelle des motards / OCCE / Prévention MAIF / SE-UNSA / SGEN-CFDT / SI EN UNSA Éducation / SNUipp-FSU / UNCME / UNSA / UNSA Éducation

## PARTENAIRES

Agence de l'eau Adour-Garonne / Agence française de développement / Agence nationale pour les Chèques-vacances / Agence nationale de lutte contre l'illettrisme / ALMORA / Anacej / Assemblée des départements de France / Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger / Banque populaire / Bred / C2C / Cité nationale de l'histoire et de l'immigration / CIESS / Cités unies France / Collectif Haïti France / CNA / Conseil régional de la région Centre / Conseil départemental de l'Aude / Conseil départemental du Cher / Conseil départemental des Côtes-d'Armor / Conseil régional d'Ile-de-France / Conseil départemental du Nord / Conseil départemental du Rhône / Conseil départemental de Savoie / Conseil départemental du Val-de-Marne / Conseil départemental des Yvelines / Défenseur des droits / Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme / Le réseau des ESPE / Étudiants et Développement / Fédération internationale des professeurs de français / Fondation Abbé Pierre / Fondation de France / Fondation du Grand Orient / Fondation Pro Victimis / Fondation Raja Danièle Marcovici / Fondation SNCF / Forim / ICOSI / IMF / Kurioz / Ville de Limoges / Lire et Faire lire / Mairie de Paris / Milan Presse / Orchidées / Organisation internationale de la Francophonie / Réseau éducation et solidarité / RFI / Ritimo / Unesco / YCID







**ÉDUQUÉES  
AUJOURD'HUI,  
PLUS LIBRES  
DEMAIN**

**Contact**

+33 01 45 35 13 13

22 rue Corvisart - 75013 Paris

[www.solidarite-laique.org](http://www.solidarite-laique.org)

[info@solidarite-laique.org](mailto:info@solidarite-laique.org)

